

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Siège social : 1111 Polaris Parkway 43240 Columbus Ohio U.S.A.

Succursale en France : JPMCB Paris.

Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.

712 041 334 R.C.S. Paris.

Rapport annuel de JPMORGAN CHASE & CO NY 2025**Rapport du cabinet d'expertise comptable indépendant****Au Conseil d'administration et aux actionnaires de JPMorgan Chase & Co. :****Opinion sur les états financiers et le contrôle interne du reporting financier**

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales (la « Société ») aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que les comptes de résultat consolidés, le résultat global, les variations des capitaux propres et les flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période de trois ans qui s'est achevée le 31 décembre 2025, y compris les notes y afférentes (collectivement appelés les « états financiers consolidés »). Nous avons également vérifié le contrôle interne du reporting financier de la Société au 31 décembre 2025, sur la base des critères fixés par le COSO, le comité des sponsors (*Committee of Sponsoring Organizations*) de la Commission Treadway dans son « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne ».

A notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que des résultats de leurs activités et de leurs flux financiers pour chacun des trois exercices compris dans la période achevée le 31 décembre 2025, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis. Egalement à notre avis, la Société a maintenu, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard du reporting financier au 31 décembre 2025, sur la base des critères établis dans le « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne » publiés par le COSO.

Base de l'opinion

La direction de la Société est responsable de l'établissement de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace sur le reporting financier et de l'évaluation de l'efficacité de ce contrôle interne du reporting financier qui figure dans le rapport connexe de la direction sur le contrôle interne du reporting financier. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne du reporting financier en nous fondant sur nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis) (le « PCAOB ») et nous sommes tenus d'être indépendants vis-à-vis de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons mené nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes exigent que nous planifions et réalisons nos audits de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent aucune anomalie significative, qu'elle résulte d'erreurs ou de fraudes, et que le reporting financier a fait l'objet d'un contrôle interne efficace sur tous les points importants.

Nos audits des états financiers consolidés ont inclus la mise en œuvre de procédures visant à évaluer le risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures permettant de répondre à ces risques. Ces procédures comportaient l'examen par sondages des justificatifs des montants et des informations contenus dans les états financiers consolidés. Nos audits comprenaient également l'évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des principales évaluations formulées par la direction, ainsi que l'évaluation de la présentation globale des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne du reporting financier a inclus l'obtention d'explications sur ce contrôle interne du reporting financier, l'évaluation du risque d'une défaillance importante et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne sur la base du risque évalué. Nos audits ont également compris l'application d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires compte tenu des circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne du reporting financier

Le contrôle interne du reporting financier d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable de la fiabilité du reporting financier et de l'établissement des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne exercé par une société sur le reporting financier comprend les politiques et les procédures qui (i) concernent la tenue de documents reflétant fidèlement, avec exactitude et de manière raisonnablement détaillée, les transactions et les cessions d'actifs de la Société ; (ii) apportent une garantie raisonnable que les transactions sont comptabilisées de manière à permettre l'établissement des états financiers en accord avec les principes comptables généralement admis et que les recettes et dépenses de la Société sont effectuées uniquement avec les autorisations

de la direction et des administrateurs de la société et (iii) apportent une garantie raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps d'une acquisition, utilisation ou cession non autorisées d'actifs de la Société pouvant avoir une incidence matérielle sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne du reporting financier, il peut ne pas empêcher ou détecter les déclarations inexactes. De plus, les projections de l'évaluation de l'efficacité dans le futur sont confrontées au risque que les contrôles puissent s'avérer inappropriés du fait du changement des conditions ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures puisse avoir diminué.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques de l'audit communiquées ci-dessous sont des questions issues de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice en cours qui ont été communiqués ou devaient être communiqués au comité d'audit et qui (i) concernent des postes ou des informations ayant une incidence significative sur les états financiers consolidés et (ii) ont nécessité de notre part des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication de ces questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, et le fait de communiquer les questions clés de l'audit ci-dessous ne signifie pas que nous émettons des opinions distinctes sur ces questions critiques de l'audit ou sur les comptes ou les informations auxquels ils se rapportent.

Provision pour pertes sur prêts – Composante fondée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit conservés

Comme indiqué dans la note 13 des états financiers consolidés, au 31 décembre 2025, la provision pour pertes sur prêts relative à la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de prêts conservés sur cartes de crédit s'élevait à respectivement 7,6 milliards de dollars et 15,6 milliards de dollars, sur un total de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit conservés en portefeuille s'élevant respectivement à 788,0 milliards de dollars et 247,8 milliards de dollars. La provision pour pertes sur prêts de la Société correspond à l'estimation par la direction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle prévue des portefeuilles de prêts conservés par la Société. La composante fondée sur le portefeuille repose sur un calcul quantitatif qui couvre les pertes de crédit attendues sur la durée de vie prévue d'un prêt. Les pertes de crédit attendues sont calculées à partir d'une moyenne pondérée de cinq scénarios macroéconomiques élaborés en interne sur une période de prévision de huit trimestres. Comme l'a indiqué la direction, l'un des jugements les plus importants liés à l'estimation de la provision pour pertes sur prêts concerne les variables macroéconomiques prévisionnelles utilisées pour estimer les pertes de crédit sur la période de prévision de huit trimestres dans le cadre de la méthodologie de la direction. Les variables macroéconomiques prévisionnelles significatives pour le portefeuille de prêts à la consommation comprennent les taux de chômage régionaux aux Etats-Unis et l'indice des prix de l'immobilier résidentiel (HPI) américain. Les variables macroéconomiques prévisionnelles significatives pour le portefeuille de prêts de gros comprennent le chômage aux Etats-Unis, le taux de croissance du PIB réel américain, les cours des actions américaines, les taux d'intérêt américains, les écarts de crédit des entreprises américaines, les prix du pétrole, les prix de l'immobilier commercial américain et l'indice des prix de l'immobilier résidentiel (HPI) américain.

Les principaux éléments qui nous ont amenés à déterminer que l'exécution des procédures relatives à la provision pour pertes sur prêts pour la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts conservés de gros et de cartes de crédit constitue une question clé de l'audit sont (i) le jugement important exercé par la direction lors de la constitution de la provision pour pertes sur prêts relative à la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit conservés ; (ii) un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'efforts requis de la part de l'auditeur pour mettre en œuvre les procédures et évaluer les hypothèses significatives de la direction concernant le chômage aux Etats-Unis et au taux de croissance du PIB réel américain ; et (iii) le fait que le travail d'audit a nécessité le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a nécessité la mise en œuvre de procédures et l'évaluation d'éléments probants dans le cadre de la formation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures comprenaient la vérification de l'efficacité des contrôles relatifs à la provision pour pertes sur prêts concernant la composante fondée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit conservés, y compris les contrôles portant sur l'élaboration des variables macroéconomiques prévisionnelles. Ces procédures comprenaient également, entre autres, (i) la vérification du processus utilisé par la direction pour établir la provision pour pertes sur prêts liée à la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de cartes de crédit conservés, (ii) la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude de certaines données utilisées pour établir les variables macroéconomiques prévisionnelles et (iii) le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à l'évaluation (a) la pertinence de la méthodologie utilisée par la direction pour établir les variables macroéconomiques prévisionnelles et (b) le caractère raisonnable des hypothèses relatives au taux de chômage aux Etats-Unis et au taux de croissance du PIB réel américain.

Juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3

Comme décrit dans la note 2 des états financiers consolidés, au 31 décembre 2025, la Société détenait certains instruments financiers comprenant 2,4 milliards de dollars de dépôts, 5,6 milliards de dollars d'emprunts à court terme et 46,7 milliards de dollars de dette à long terme, qui sont évalués à leur juste valeur de manière récurrente et classés au niveau 3. Les instruments financiers évalués à l'aide de modèles d'évaluation développés en interne et d'autres techniques d'évaluation recourant à des données non observables significatives sont classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Les principales techniques d'évaluation et données non observables utilisées par la direction pour évaluer la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 comprennent les modèles d'évaluation développés en interne suivants : (i) l'évaluation des options, qui utilise des données non observables liées à la volatilité des taux d'intérêt, à la valeur du switch bermudien, à la corrélation entre les taux d'intérêt, à la corrélation entre les taux d'intérêt et les taux de change, à la volatilité des actions, à la corrélation entre les actions, à la corrélation entre les actions et les taux de change et à la corrélation entre les actions et les taux d'intérêt ; et (ii) les flux de

trésorerie actualisés, qui utilisent des données non observables liées à la corrélation de crédit, à l'écart de crédit, au taux de recouvrement, au rendement et à la gravité des pertes.

Les principaux éléments qui nous ont amenés à considérer que la mise en œuvre de procédures relatives à la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 constitue une question clé de l'audit sont les suivants : (i) le recours à un jugement important de la part de la direction lors de l'élaboration de l'estimation de la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 ; (ii) le degré élevé de jugement, de subjectivité et d'efforts requis de la part de l'auditeur pour mettre en œuvre des procédures et évaluer les éléments probants liés aux données non observables susmentionnées ; et (iii) le fait que l'effort d'audit a nécessité le recours à des professionnels dotés de compétences et de connaissances spécialisées. Le traitement de cette question a impliqué la mise en œuvre de procédures et l'évaluation de preuves d'audit dans le cadre de la formation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures comprenaient la vérification de l'efficacité des contrôles relatifs à l'estimation de la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3, y compris les contrôles portant sur les données non observables susmentionnées. Ces procédures comprenaient également, entre autres, (i) la vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude de certaines données fournies par la direction et (ii) le recours à des professionnels dotés de compétences et de connaissances spécialisées pour aider à évaluer le caractère raisonnable de l'estimation de la direction en (a) élaborant une estimation indépendante de la juste valeur d'un échantillon de certains instruments financiers de niveau 3 à l'aide de données non observables développées de manière indépendante et (b) en comparant l'estimation indépendante de la juste valeur à celle de la direction.

New-York, New-York

le 13 février 2026

Nous sommes les auditeurs de la Société depuis 1965.

Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires			
Commissions sur activités de banque d'investissement	9 615	8 910	6 519
Principales transactions	27 212	24 787	24 460
Commissions sur prêts et dépôts	9 093	7 606	7 413
Frais de gestion d'actifs	20 327	17 801	15 220
Commissions et autres frais	8 539	7 530	6 836
Pertes sur titres de placement	(57)	(1 021)	(3 180)
Commissions sur prêts hypothécaires et produits associés	1 381	1 401	1 176
Revenus de l'activité cartes bancaires	4 720	5 497	4 784
Autres produits	6 174	12 462	5 609
Produits hors intérêts	87 004	84 973	68 837
Produits d'intérêts	193 341	193 933	170 588
Charges d'intérêts	97 898	101 350	81 321
Produit net d'intérêts	95 443	92 583	89 267
Total des produits nets	182 447	177 556	158 104
Provision pour pertes sur créances	14 212	10 678	9 320
Charges hors intérêts			
Charges de personnel	54 487	51 357	46 465
Charges locatives	5 461	5 026	4 590
Charges de technologie, communications et équipements	11 029	9 831	9 246
Services professionnels et externes	12 356	11 057	10 235
Marketing	5 531	4 974	4 591
Autres charges	6 776	9 552	12 045
Total des charges hors intérêts	95 640	91 797	87 172
Résultat avant impôts	72 595	75 081	61 612
Charge d'impôt	15 547	16 610	12 060
Résultat net	57 048	58 471	49 552
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	55 681	56 868	47 760
Données relatives au résultat net par action ordinaire			
Résultat de base par action	20,05	19,79	16,25
Résultat dilué par action	20,02	19,75	16,23
Nombre moyen pondéré d'actions de base	2 776,5	2 873,9	2 938,6
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	2 781,5	2 879,0	2 943,1
Résultat net	57 048	58 471	49 552
Autres résultat/(perte) global(e), après impôts			
Gains/(pertes) latents sur titres de placement	3 569	(87)	5 381
Ajustements de conversion, nets des couvertures	1 339	(858)	329
Couverture de juste valeur	64	(87)	(101)
Couverture des flux de trésorerie	3 388	(882)	1 724
Régimes de retraite à prestations définies et OPEB	579	(63)	373
Ajustement de valeur lié au risque de crédit propre (DVA) sur les passifs évalués à la juste valeur par option	(773)	(36)	(808)
Total des autres résultat/(perte) globaux, après impôts	8 166	(2 013)	6 898
Résultat global	65 214	56 458	56 450

Les notes annexes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Au 31 décembre (en millions, sauf les montants par actions)	2025	2024
	\$	\$
Actif		
Caisse et avoirs auprès des banques	21 742	23 372
Dépôts auprès des banques	321 596	445 945
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre d'accords de revente (dont 327 018 \$ et 286 771 \$ à leur juste valeur)	336 426	295 001
Titres empruntés (dont 98 111 \$ et 83 962 \$ à leur juste valeur)	286 191	219 546
Actifs de transaction (dont des actifs donnés en garantie de 165 927 \$ et 136 070 \$)	802 873	637 784
Titres disponibles à la vente (coût amorti de 507 226 \$ et 411 045 \$; comprenant des actifs donnés en garantie de 7 735 \$ et 10 162 \$)	507 198	406 852
Titres détenus jusqu'à leur échéance	270 134	274 468
Titres de placement, nets de la provision pour pertes de crédit	777 332	681 320
Prêts (dont 70 684 \$ et 41 350 \$ à leur juste valeur)	1 493 429	1 347 988
Provision pour pertes sur prêts	(25 765)	(24 345)
Prêts, nets de la provision pour pertes sur prêts	1 467 664	1 323 643
Intérêts courus et créances à recevoir	111 599	101 223
Locaux et équipements	36 244	32 223
Goodwill, droits de gestion hypothécaire et autres immobilisations incorporels	64 458	64 560
Autres actifs (dont 15 849 \$ et 15 122 \$ à leur juste valeur et des actifs donnés en garantie de 11 984 \$ et 6 288 \$)	198 775	178 197
Total de l'actif^(a)	4 424 900	4 002 814
Passif		
Dépôts (dont 20 930 \$ et 33 768 \$ à leur juste valeur)	2 559 320	2 406 032
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de rachat (dont 360 194 \$ et 226 329 \$ à leur juste valeur)	442 396	296 835
Emprunts à court terme (dont 32 460 \$ et 26 521 \$ à leur juste valeur)	64 776	52 893
Passifs de transaction	216 019	192 883
Comptes fournisseurs et autres passifs (dont 6 660 \$ et 5 893 \$ à leur juste valeur)	316 794	280 672
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées (dont 5 \$ et 1 \$ à la juste valeur)	27 951	27 323
Dette à long terme (dont 134 559 \$ et 100 780 \$ à la juste valeur)	435 206	401 418
Total du passif^(a)	4 062 462	3 658 056
Engagements et passifs éventuels (voir les notes 28, 29 et 30)		
Capitaux propres		
Actions privilégiées (valeur nominale de 1 \$; 200 000 000 d'actions autorisées : 2 005 375 et 2 005 375 actions émises)	20 045	20 050
Actions ordinaires (valeur nominale de 1 \$; 9 000 000 000 d'actions autorisées : 4 104 933 895 actions émises)	4 105	4 105
Prime d'émission	91 114	90 911
Bénéfices non distribués	416 055	376 166
Pertes cumulées des autres éléments du résultat global	(4 290)	(12 456)
Actions propres, au coût d'acquisition (1 408 661 319 et 1 307 313 494 actions)	(164 591)	(134 018)
Total des capitaux propres	362 438	344 758
Total du passif et des capitaux propres	4 424 900	4 002 814

(a) Le tableau suivant présente les informations sur les actifs et les passifs se rapportant à(aux) VIE(s) qui sont consolidées par la Société au 31 décembre 2025 et 2024. Les actifs des VIE(s) consolidés sont utilisés pour régler les passifs de ces entités. Les détenteurs de participations n'ont pas recours au crédit général de JPMorganChase. Les actifs et les passifs du tableau ci-dessous comprennent les actifs et passifs de tiers des VIE(s) consolidés et excluent les soldes intersociétés qui sont éliminés de la consolidation. Pour de plus amples informations se reporter à la note 14.

Au 31 décembre (en millions)	2025	2024
	\$	\$
Actifs		
Actifs de transaction	4 835	3 885
Prêts	37 777	36 510
Tous les autres actifs	683	681
Total de l'actif	43 295	41 076
Passif		
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées	27 951	27 323
Toutes les autres passifs	691	454
Total du passif	28 642	27 777

Etats des variations des capitaux propres consolidés

Exercice clos au 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Actions privilégiées			
Solde au 1 ^{er} janvier	20 050	27 404	27 404
Emission	2 995	2 496	-
Remboursement	(3 000)	(9 850)	-
Solde au 31 décembre	20 045	20 050	27 404
Actions ordinaires			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	4 105	4 105	4 105
Prime d'émission			
Solde au 1 ^{er} janvier	90 911	90 128	89 044
Actions émises et engagements à émettre des actions ordinaires au titre de la rémunération en actions du personnel et effets fiscaux connexes	220	768	1 084
Divers	(17)	15	-
Solde au 31 décembre	91 114	90 911	90 128
Bénéfices non distribués			
Solde au 1 ^{er} janvier	376 166	332 901	296 456
Effet cumulé du changement de méthodes comptables	-	(161)	449
Résultat net	57 048	58 471	49 552
Dividendes sur actions privilégiées	(1 099)	(1 259)	(1 501)
Dividendes sur actions ordinaires (5,80 \$, 4,80 \$ et 4,10 \$ par action pour les exercices 2025, 2024 et 2023, respectivement)	(16 060)	(13 786)	(12 055)
Solde au 31 décembre	416 055	376 166	332 901
Cumul des autres éléments du résultat global			
Solde au 1 ^{er} janvier	(12 456)	(10 443)	(17 341)
Autres éléments du résultat global, après impôts	8 166	(2 013)	6 898
Solde au 31 décembre	(4 290)	(12 456)	(10 443)
Actions propres, au coût d'acquisition			
Solde au 1 ^{er} janvier	(134 018)	(116 217)	(107 336)
Rachat	(31 924)	(19 007)	(9 980)
Réémission	1 351	1 206	1 099
Solde au 31 décembre	(164 591)	(134 018)	(116 217)
Total des capitaux propres	362 438	344 758	327 878

A compter du 1^{er} janvier 2024, la Société a adopté les directives comptables relatives à la Méthode de mise en équivalence et aux coentreprises : comptabilisation des investissements dans les structures de crédits d'impôt en utilisant la méthode de l'amortissement proportionnel. A compter du 1^{er} janvier 2023, la Société a adopté les directives comptables relatives à : Instruments financiers – Pertes de crédit : restructurations de dettes en difficulté, et Dérivés et couvertures : couverture de juste valeur – méthode de couche de portefeuille. Pour plus d'informations, se reporter à la note 1.

Etat consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Activités opérationnelles			
Résultat net	57 048	58 471	49 552
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles :			
Provision pour pertes de crédit	14 212	10 678	9 320
Amortissement et dépréciations	8 821	7 938	7 512
(Produit)/charge d'impôt différé	5 611	2 004	(4 534)
Gain estimé sur acquisition à des conditions avantageuses lié à l'acquisition de First Republic	-	(103)	(2 775)
Gain initial sur l'échange d'actions Visa	-	(7 990)	-
Autres	1 309	1 985	4 301
Octrois et acquisitions de prêts destinés à la vente	(260 772)	(212 238)	(115 245)
Produits des ventes, des titrisations et des remboursements de prêts détenus pour la vente	235 232	205 303	116 430
Variation nette des :			
Actifs de transaction	(156 461)	(95 729)	(74 091)
Titres empruntés	(66 648)	(18 762)	(14 902)
Intérêts courus et créances à recevoir	(11 514)	5 735	19 928
Autres actifs	(12 582)	(7 650)	32 970
Passifs de transaction	23 134	2 276	5 315
Comptes fournisseurs et autres passifs	5 270	(90)	(25 388)
Autres ajustements opérationnels	9 558	6 160	4 581
Trésorerie nette (utilisée dans)/générée par les activités opérationnelles	(147 782)	(42 012)	12 974
Activités d'investissement			
Variation nette des :			
Fonds fédéraux vendus et titres acquis dans le cadre d'accords de revente	(41 264)	(18 706)	39 740
Titres détenus jusqu'à leur échéance :			
Produits des remboursements et des échéances	54 791	99 363	53 056
Achats	(5 432)	(4 709)	(4 141)
Titres disponibles à la vente :			
Produits des remboursements et des échéances	37 414	38 499	53 744
Produits des ventes	141 295	104 625	108 434
Achats	(308 772)	(352 712)	(115 499)
Produits des ventes et des titrisations de prêts détenus à des fins de placement	57 565	57 921	47 312
Autres variations nettes des prêts	(188 497)	(83 176)	(88 343)
Trésorerie nette utilisée pour l'acquisition de First Republic	-	(2 362)	(9 920)
Toutes les autres activités d'investissement, nettes	(12 665)	(2 146)	(16 740)
Trésorerie nette (utilisée dans)/générée par les activités d'investissement	(265 565)	(163 403)	67 643
Activités de financement			
Variation nette des :			
Dépôts	153 168	3 299	(32 196)
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de rachat	145 535	80 288	13 801
Emprunts à court terme	9 422	7 439	(1 934)
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidées	(622)	1 543	9 029
Produits des emprunts à long terme	120 761	109 915	75 417
Remboursements d'emprunts à long terme	(108 100)	(96 605)	(64 880)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	3 000	2 500	-
Rachat d'actions privilégiées	(3 000)	(9 850)	-
Actions propres rachetées	(31 591)	(18 830)	(9 824)
Dividendes versés	(16 625)	(14 783)	(13 463)
Toutes les autres activités de financement, nettes	(2 415)	(1 469)	(1 521)
Trésorerie nette (utilisée dans)/générée par les activités de financement	269 533	63 447	(25 571)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les avoirs et dépôts auprès des banques	17 835	(12 866)	1 871
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des dépôts auprès des banques	(125 979)	(154 834)	56 917
Trésorerie et dépôts auprès des banques au début de la période	469 317	624 151	567 234
Trésorerie et dépôts auprès des banques à la fin de la période	343 338	469 317	624 151
Intérêts payés en espèces	96 436	99 642	77 114
Impôts sur le revenu payés en espèces, nets	5 309	11 715	9 908

Notes aux états financiers consolidés

Note 1 – Base de présentation

JPMorgan Chase & Co (« JP Morgan Chase » ou la « Société »), société de holding financière immatriculée dans l'Etat du Delaware en 1968, est une entreprise majeure du secteur des services financiers et compte parmi les plus grandes institutions bancaires des Etats-Unis avec des opérations dans le monde entier. La Société fait partie des leaders dans les domaines de la banque d'investissement, des services financiers aux consommateurs et petites entreprises, de la banque commerciale, du traitement des transactions financières et de la gestion d'actifs. Se reporter à la note 32 pour plus de détails sur les secteurs d'activité à présenter de la Société.

Les politiques comptables et de reporting financier de JPMorgan Chase et de ses filiales sont conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis (« GAAP US »). Elles sont également conformes aux directives, le cas échéant, des autorités de réglementation en matière de comptabilité et de reporting financier.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de JPMorgan Chase et d'autres entités dans lesquelles la Société détient une participation de contrôle. Tous les soldes et les transactions intersociétés importants ont été supprimés.

Les actifs détenus pour des clients par la Société, en qualité de mandataire ou de fiduciaire, ne sont pas des actifs de JPMorgan Chase et ne figurent donc pas au bilan consolidé.

La Société détermine si elle possède une participation de contrôle dans une entité en évaluant tout d'abord si l'entité est une entité avec droit de vote ou une entité à intérêts variables.

Entités à droit de vote

Les entités à droit de vote sont des entités qui disposent de fonds propres suffisants et qui confèrent aux investisseurs en fonds propres des droits de vote leur permettant de prendre des décisions importantes concernant les activités de l'entité. Pour ce type d'entités, la Société détermine si elle détient une participation majoritaire principalement en fonction du montant des participations avec droit de vote détenues. Les entités dans lesquelles la Société détient une participation financière majoritaire, soit par la détention de la majorité des participations avec droit de vote, soit par d'autres droits contractuels lui conférant le contrôle, sont consolidées par la Société.

Les participations dans des sociétés sur lesquelles la Société exerce une influence significative en matière de décisions opérationnelles et financières (mais dont elle ne détient pas la majorité des droits de vote) sont comptabilisées (i) selon la méthode de la mise en équivalence, ou (ii) à leur juste valeur si l'option de la juste valeur a été retenue. Ces participations sont généralement incluses dans « autres actifs », leur résultat étant comptabilisé dans les produits hors intérêts.

Certains fonds de gestion d'actifs gérés par la Société sont structurés sous forme de sociétés en commandite ou de sociétés à responsabilité limitée. Pour bon nombre de ces entités, la Société est le commandité ou l'associé gérant, mais les associés ou membres non affiliés ont la possibilité de révoquer la Société de son statut de commandité ou d'associé gérant sans motif valable (c'est-à-dire qu'ils disposent de droits de révocation), sur la base d'un vote à la majorité simple, ou que les associés ou membres non affiliés ont le droit de participer aux décisions importantes. En conséquence, la Société ne consolide pas ces entités à droits de vote. Toutefois, dans les cas limités où les associés ou membres non gérants ne disposent pas de droits de retrait ou de participation substantiels, la Société évalue les fonds comme des VIE et les consolide si la Société est le commandité ou l'associé gérant et détient à la fois le pouvoir et une participation potentiellement significative.

Les sociétés d'investissement et les fonds de gestion d'actifs de la Société détiennent des participations dans des entités cotées en bourse et non cotées, notamment dans le cadre d'opérations de rachat, de croissance et de capital-risque. Ces participations sont comptabilisées conformément aux directives applicables aux sociétés d'investissement et, par conséquent, quel que soit le pourcentage de participation détenu, elles sont inscrites au bilan consolidé à leur juste valeur et comptabilisées dans « autres actifs », leurs résultats étant inclus dans les produits hors intérêts. En cas de consolidation, la Société conserve la comptabilité selon les directives spécifiques aux sociétés d'investissement.

Entités à détenteurs de droits variables

Les VIE (entités à détenteurs de droits variables) sont des entités qui, de par leur conception, soit (1) ne disposent pas de fonds propres suffisants pour leur permettre de financer leurs activités sans un soutien financier subordonné supplémentaire de la part d'autres parties, soit (2) ont des investisseurs en fonds propres qui n'ont pas la capacité de prendre des décisions importantes concernant les opérations de l'entité par le biais de droits de vote, ou n'ont pas l'obligation d'absorber les pertes attendues, ou n'ont pas le droit de recevoir les flux résiduels de l'entité.

Le type de VIE le plus courant est le SPE (entité à but spécifique). Les SPE sont couramment utilisées dans les opérations de titrisation afin d'isoler certains actifs et de distribuer les flux de trésorerie générés par ces actifs aux investisseurs. La structure de base d'un SPE consiste en une société qui vend des actifs au SPE ; le SPE finance l'achat de ces actifs en émettant des titres à l'intention des investisseurs. Les documents juridiques régissant l'opération précisent comment les flux de trésorerie générés par les actifs doivent être répartis entre les investisseurs du SPE et les

autres parties ayant des droits sur ces flux de trésorerie. Les SPE sont généralement structurées de manière à protéger les investisseurs contre les créances sur les actifs du SPE émanant des créanciers d'autres entités, y compris les créanciers du vendeur des actifs.

Le bénéficiaire principal d'une VIE (c'est-à-dire la partie qui détient une participation financière majoritaire) est tenu de consolider les actifs et les passifs de la VIE. Le bénéficiaire principal est la partie qui dispose à la fois (1) du pouvoir de diriger les activités de la VIE ayant l'impact économique le plus significatif et (2) par le biais de ses participations dans la VIE, l'obligation d'absorber les pertes ou le droit de percevoir des bénéfices de la VIE qui pourraient s'avérer significatifs.

Pour déterminer si la Société a le pouvoir de diriger les activités d'une VIE qui ont l'incidence la plus significative sur la performance économique de cette dernière, la Société prend en compte l'ensemble des faits et circonstances, y compris son rôle dans la création de la VIE ainsi que ses droits et responsabilités actuels. Cette évaluation consiste, d'une part, à identifier les activités qui ont l'incidence la plus significative sur la performance économique de la VIE et, d'autre part, à déterminer quelle partie, le cas échéant, exerce un pouvoir sur ces activités. En général, les parties qui prennent les décisions les plus importantes affectant la VIE (telles que les gestionnaires d'actifs, les gestionnaires de garanties, les gestionnaires de services ou les détenteurs d'options d'achat ou de droits de liquidation sur les actifs de la VIE) ou qui ont le droit de révoquer unilatéralement ces décideurs sont réputées avoir le pouvoir de diriger les activités d'une VIE.

Afin de déterminer si la Société a l'obligation d'absorber les pertes de la VIE ou le droit de percevoir des bénéfices de la part de celle-ci qui pourraient être significatifs, la Société prend en compte l'ensemble de ses intérêts économiques, y compris les placements en dette et en capitaux propres, les commissions de gestion, ainsi que les instruments dérivés ou autres accords considérés comme des intérêts variables dans la VIE. Cette évaluation nécessite que la Société fasse preuve de discernement pour déterminer si ces intérêts, pris dans leur ensemble, sont considérés comme potentiellement significatifs pour la VIE. Les facteurs pris en compte pour évaluer l'importance relative comprennent : la conception de la VIE, y compris sa structure de capitalisation ; la subordination des intérêts ; la priorité de paiement ; la part relative des intérêts détenus dans les différentes catégories au sein de la structure de capital de la VIE ; et les raisons pour lesquelles ces intérêts sont détenus par la Société.

La Société procède à des réévaluations continues pour déterminer : (1) si des entités précédemment évaluées selon le cadre des participations majoritaires sont devenues des VIE, sur la base de certains événements, et sont donc soumises au cadre de consolidation des VIE ; et (2) si des changements dans les faits et circonstances concernant l'implication de la Société dans une VIE entraînent une modification de la conclusion de la Société en matière de consolidation.

Se reporter à la note 14 pour plus de détails sur les VIE parrainées par la Société.

Comptabilisation des produits

Produits d'intérêts

La Société comptabilise les produits d'intérêts sur les prêts, les titres de créance et autres instruments de dette, généralement selon la méthode du rendement constant, sur la base du taux contractuel sous-jacent. Se reporter à la note 7 pour plus d'informations.

Produits provenant des contrats avec les clients

JPMorgan Chase comptabilise des produits hors intérêts provenant de certains contrats avec les clients, notamment dans les commissions sur les services de banque d'investissement, les commissions liées aux dépôts, les commissions de gestion d'actifs, les commissions et autres frais, ainsi que de composantes des revenus liés aux cartes, lorsque les obligations de performance correspondantes de la Société sont remplies. Se reporter à la note 6 pour plus de détails sur les produits de la Société provenant de contrats avec des clients.

Produits provenant des transactions pour compte propre

JPMorganChase comptabilise une partie de ses actifs et passifs à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont principalement comptabilisées dans les produits des transactions pour compte propre. Se reporter aux notes 2 et 3 pour plus de détails sur l'évaluation à la juste valeur. Se reporter à la note 6 pour plus de détails sur les produits des transactions pour compte propre.

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers consolidés

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont des conséquences sur les montants déclarés à l'actif et au passif, les recettes et les dépenses et la mention d'actifs et de passifs éventuels. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conversion des devises étrangères

JPMorgan Chase convertit les éléments de l'actif et du passif et les produits et les charges libellés en devises étrangères en dollars américains en utilisant les taux de change en vigueur.

Les gains et pertes liés à la conversion des états financiers en monnaie fonctionnelle pour la présentation aux Etats-Unis sont inclus dans les états consolidés du résultat global. Les gains et pertes liés aux transactions en monnaies non fonctionnelles, y compris les opérations hors des Etats-Unis dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain, sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Compensation des actifs et des passifs

Les principes comptables généralement reconnus aux Etats-Unis (U.S. GAAP) autorisent les entités à présenter les créances et les dettes dérivées auprès d'une même contrepartie, ainsi que les créances et les dettes de garantie en espèces correspondantes, sur une base nette dans les bilans consolidés lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. Les U.S GAAP autorisent également la présentation nette des titres vendus et achetés dans le cadre d'accords de rachat et des titres empruntés ou prêtés dans le cadre d'accords de prêt de titres lorsque certaines conditions sont remplies, notamment l'existence d'un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. La Société a choisi de compenser ces soldes lorsqu'elle a déterminé que les conditions spécifiées étaient remplies.

La Société recourt à des accords-cadres de compensation pour atténuer le risque de crédit de contrepartie dans le cadre de certaines transactions, notamment les contrats dérivés, les accords de revente, de rachat, d'emprunt de titres et de prêt de titres. Un accord-cadre de compensation est un accord unique conclu avec une contrepartie qui permet de résilier ou d'accélérer le règlement de plusieurs opérations régies par cet accord et de les régler par un paiement unique en une seule devise en cas de défaillance (par exemple, faillite, défaut d'effectuer un paiement requis, de transférer des titres ou de livrer des garanties ou des marges à l'échéance). Lors de l'exercice des droits de résiliation des dérivés par la partie non défaillante (i) toutes les transactions sont résiliées, (ii) toutes les transactions sont évaluées et les valeurs positives des transactions « in the money » sont compensées par les valeurs négatives des transactions « out of the money » et (iii) la seule obligation de paiement restante consiste pour l'une des parties à payer le montant de résiliation compensé. Lors de l'exercice des droits en cas de défaillance prévus dans les accords de rachat et de prêt de titres en général (i) toutes les transactions sont résiliées et leur échéance est avancée, (ii) toutes les valeurs des titres ou des espèces détenus ou devant être livrés sont calculées, et toutes ces sommes sont compensées entre elles et (iii) la seule obligation de paiement restante consiste pour l'une des parties à verser le montant de résiliation compensé.

Les accords-cadres de compensation types applicables à ce type d'opérations contiennent souvent un accord de garantie ou de marge prévoyant la constitution d'une sûreté sur, ou le transfert de propriété des titres ou liquidités à titre de garantie ou de marge en faveur de la partie habilitée à exiger une marge (le « demandeur »). L'accord de garantie/marge exige généralement qu'une partie transfère à la partie requérante une garantie/marge d'une valeur égale au montant du déficit de marge sur une base nette pour l'ensemble des transactions régies par l'accord-cadre de compensation, déduction faite de tout seuil. L'accord de garantie/marge confère à la partie requérante, en cas de défaillance de la contrepartie, le droit de compenser tout montant dû par la contrepartie avec toute garantie déposée ou l'équivalent en espèces de toute garantie/marge déposée. Il confère également à la partie requérante le droit de liquider la garantie/marge et d'affecter le produit de cette liquidation au montant dû par la contrepartie.

Se reporter à la note 5 pour plus de détails sur les instruments dérivés de la Société. Se reporter à la note 11 pour plus de détails sur les accords de financement de titres de la Société.

Tableaux des flux de trésorerie

Dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie de JPMorgan Chase, la trésorerie est définie comme les montants inclus dans « Trésorerie et Dépôts auprès des banques » figurant au bilan consolidé.

Norme comptable adoptée le 1^{er} janvier 2024 – Méthode de la mise en équivalence et coentreprises : comptabilisation des participations dans des structures de crédit d'impôt selon la méthode d'amortissement proportionnel

Ces directives ont élargi les types d'investissements à vocation fiscale, au-delà des investissements dans les crédits d'impôt pour le logement abordable, que la Société peut choisir, au cas par cas, de comptabiliser selon la méthode d'amortissement proportionnel.

L'adoption de ces directives selon la méthode rétrospective modifiée au 1^{er} janvier 2024 a entraîné une modification de la classification et du calendrier de l'amortissement associé à certains des investissements de la Société dans les énergies alternatives à vocation fiscale. A la suite de cette adoption, l'amortissement de ces investissements, qui était auparavant comptabilisé dans « autres produits », a été comptabilisé dans « charge d'impôt ».

Ce changement de méthode comptable a entraîné une diminution des bénéfices non distribués de 161 millions de dollars et a augmenté la charge d'impôt sur le résultat de la Société ainsi que le taux d'imposition effectif d'environ 450 millions de dollars et de deux points de pourcentage, respectivement, au premier trimestre 2024, sans incidence significative sur le résultat net.

Pour plus d'informations, se reporter aux notes 6, 14 et 25.

Normes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2023 Dérivés et couverture : couverture de juste valeur – méthode de couche de portefeuille

L'adoption de ces directives a élargi la possibilité de couvrir un portefeuille d'actifs à taux fixe dans le cadre d'une relation de comptabilité de couverture éligible. Conformément à ces directives, la Société a choisi de transférer des titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) vers la catégorie des titres disponibles à la vente (AFS) et a désigné ces titres dans une couverture selon la méthode par couche de portefeuille dès leur adoption. L'impact de ce transfert sur les bénéfices non distribués n'a pas été significatif.

Instruments financiers – Pertes de crédit : restructurations de dettes en difficulté (« TDR »)

L'adoption de cette norme a supprimé l'obligation d'évaluer la provision pour TDR à l'aide d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie (« DCF ») et a permis d'opter pour une approche non DCF basée sur le portefeuille pour les prêts modifiés accordés à des emprunteurs en difficulté.

La Société a opté pour cette approche pour l'ensemble des portefeuilles de prêts modifiés accordés à des emprunteurs en difficulté, à l'exception des prêts garantis par des sûretés et des prêts non productifs classés en fonction du risque, pour lesquels elle a choisi de continuer à appliquer la méthode DCF. L'adoption de ces directives selon la méthode rétrospective modifiée au 1^{er} janvier 2023 s'est traduite par une augmentation de 446 millions de dollars des bénéfices non distribués.

Principales méthodes comptables

Le tableau suivant présente les autres principes comptables significatifs de JPMorgan Chase, ainsi que la note et la page où figure une description détaillée de chaque principe.

Evaluation à la juste valeur	Note 2	page 174
Option de la juste valeur	Note 3	page 196
Instruments dérivés	Note 5	page 202
Produits et charges hors intérêts	Note 6	page 218
Produits et charges d'intérêts	Note 7	page 222
Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Note 8	page 223
Intéressement des salariés à base d'actions	Note 9	page 226
Titres de placement	Note 10	page 228
Activités de financement de titres	Note 11	page 233
Prêts	Note 12	page 236
Provision pour pertes de crédit	Note 13	page 258
Entités à détenteurs de droits variables	Note 14	page 263
Goodwill, droits de gestion hypothécaire et autres actifs incorporels	Note 15	page 272
Locaux et équipements	Note 16	page 277
Contrats de location	Note 18	page 278
Comptes fournisseurs et autres passifs	Note 19	page 280
Dettes à long terme	Note 20	page 281
Bénéfice par action	Note 23	page 286
Impôts sur les revenus	Note 25	page 288
Instruments financiers hors bilan liés aux prêts, garanties et autres engagements	Note 28	page 295
Litiges	Note 30	page 302

Note 2 – Evaluation à la juste valeur

JPMorgan Chase comptabilise une partie de ses actifs et passifs à leur juste valeur. Ces actifs et passifs sont pour la plupart comptabilisés à leur juste valeur de manière récurrente (c'est-à-dire les actifs et passifs qui sont évalués et présentés à leur juste valeur dans les bilans consolidés de la Société). Certains actifs, passifs et engagements non financés liés à des prêts sont évalués à la juste valeur sur une base non récurrente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas évalués à la juste valeur sur une base permanente, mais font l'objet d'ajustements de la juste valeur uniquement dans certaines circonstances (par exemple, lorsqu'il existe une preuve de dépréciation).

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre des participants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est basée sur les prix ou les données du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Si les prix ou les cours ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur des modèles d'évaluation et d'autres techniques d'évaluation qui prennent en compte les caractéristiques pertinentes de la transaction (telles que l'échéance) et utilisent, comme données, des paramètres de marché observables ou non, y compris les courbes de rendement, les taux d'intérêt, les volatilités, les prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou des dettes), les corrélations, les taux de change et les courbes de crédit. La juste valeur peut également inclure des ajustements d'évaluation.

Le niveau de précision de l'estimation des données non observables du marché ou d'autres facteurs peut affecter le montant du gain ou de la perte enregistré pour une position particulière. En outre, bien que la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et cohérentes avec celles des autres acteurs du marché, les méthodes et les hypothèses utilisées reflètent le jugement de la direction et peuvent varier selon les activités et les portefeuilles de la Société.

La Société utilise diverses méthodologies et hypothèses pour déterminer la juste valeur. L'utilisation de méthodologies ou d'hypothèses différentes par d'autres acteurs du marché par rapport à celles utilisées par la Société peut avoir pour conséquence que la Société calcule une estimation différente de la juste valeur à la date de clôture.

Processus d'évaluation

Les fonctions de prise de risque sont chargées de fournir des estimations de la juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés. Le groupe de contrôle de l'évaluation (VCG) de la Société, qui fait partie de la fonction financière de la Société et qui est indépendant des fonctions de prise de risque, est chargé de vérifier ces estimations et de déterminer les ajustements de juste valeur qui peuvent être nécessaires pour garantir que les positions de la Société sont comptabilisées à leur juste valeur. Le VGF est composé de cadres de la finance et des risques et est chargé de superviser la gestion des risques découlant des activités d'évaluation menées au sein de la Société. Le VGF à l'échelle de la Société est présidé par le responsable du VCG à l'échelle de la Société (sous la direction du contrôleur de la Société), et comprend des sous-forums couvrant CIB, CCB, CB, AWM et certaines fonctions d'entreprise, notamment la trésorerie et le CIO.

Processus de vérification des prix

Le VCG vérifie les estimations de la juste valeur fournies par les fonctions de prise de risque en s'appuyant sur des prix calculés de manière indépendante, des données d'évaluation et d'autres données de marché, lorsqu'elles sont disponibles. Lorsque des prix ou des données indépendants ne sont pas disponibles, le VCG effectue un examen supplémentaire pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations. Cet examen supplémentaire peut comprendre l'évaluation de l'activité limitée du marché, y compris les désactualisations de clients, la comparaison des données d'évaluation avec celles utilisées pour des instruments similaires, la décomposition de l'évaluation des instruments structurés en composantes individuelles, la comparaison des flux de trésorerie prévus et réels, l'examen des tendances en matière de profits et pertes et l'examen des tendances en matière d'évaluation des garanties. Il existe également des niveaux supplémentaires d'examen par la direction pour les positions plus importantes ou complexes.

Le VCG détermine les ajustements d'évaluation qui peuvent être nécessaires aux estimations fournies par les fonctions de prise de risque. Aucun ajustement des prix cotés n'est appliqué pour les instruments classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs (voir l'exposé ci-dessous pour de plus amples informations sur la hiérarchie des justes valeurs). Pour les autres positions, il faut faire preuve de jugement pour évaluer la nécessité de procéder à des ajustements de l'évaluation afin de refléter de manière appropriée les considérations de liquidité, les paramètres non observables et, pour certains portefeuilles qui répondent à des critères spécifiques, la taille de la position de risque nette ouverte. La détermination de ces ajustements suit un cadre cohérent au sein de la Société.

- Les ajustements de l'évaluation de la liquidité sont considérés lorsqu'un prix ou un paramètre d'évaluation externe observable existe, mais qu'il est moins fiable, potentiellement en raison d'une activité de marché plus faible. Les ajustements de l'évaluation de la liquidité sont effectués sur la base des conditions actuelles du marché. Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour déterminer l'ajustement de liquidité comprennent l'analyse de : (1) l'écart estimé entre l'offre et la demande pour l'instrument négocié ; (2) les points de prix alternatifs pour des instruments similaires sur des marchés actifs ; et (3) la gamme de valeurs raisonnables que le prix ou le paramètre pourrait prendre.

- La Société gère certains portefeuilles d'instruments financiers sur la base de l'exposition nette au risque ouvert et, comme le permettent les GAAP US, a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles sur la base d'un transfert de la totalité de la position nette à risque ouvert dans une transaction ordonnée. Dans ce cas, des ajustements d'évaluation peuvent être nécessaires pour refléter le coût de la sortie d'une position de risque nette ouverte de taille supérieure à la normale du marché. Lorsqu'ils sont appliqués, ces ajustements sont basés sur des facteurs qu'un acteur du marché pertinent prendrait en compte lors du transfert de la position de risque ouverte nette, y compris l'ampleur de l'évolution défavorable du marché susceptible de se produire pendant la période nécessaire pour ramener la position de risque ouverte nette à une taille de marché normale.

- Des ajustements d'incertitude liés à des paramètres non observables peuvent être effectués lorsque les positions sont évaluées en utilisant des prix ou des paramètres d'entrée de modèle d'évaluation qui ne sont pas observables en raison d'un manque d'activité sur le marché ou parce qu'ils ne peuvent être déduits de données de marché observables. Ces prix ou paramètres doivent être estimés et sont, par conséquent, soumis au jugement de la direction. Des ajustements sont effectués pour refléter l'incertitude inhérente à l'estimation de l'évaluation qui en résulte.

- Le cas échéant, la Société applique également des ajustements à ses estimations de la juste valeur afin de refléter de manière appropriée la qualité du crédit de la contrepartie (CVA), la solvabilité de la Société (DVA) et l'impact du financement (FVA), en utilisant un cadre cohérent au sein de la Société. Se reporter à la section Ajustements de crédit et de financement à la page 191 de la présente Note pour plus d'informations sur ces ajustements.

Examen et approbation des modèles d'évaluation

Si des prix ou des cotations ne sont pas disponibles pour un instrument ou un instrument similaire, la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de modèles d'évaluation qui tiennent compte des conditions de transaction pertinentes, telles que l'échéance, et utilisent comme données des paramètres basés sur le marché ou provenant de sources indépendantes. Lorsque c'est le cas, le processus de vérification des prix décrit ci-dessus est appliqué aux données de ces modèles.

En vertu de la politique de la Société en matière d'estimations et de gestion du risque de modèle, le MRGR examine et approuve les nouveaux modèles, ainsi que les modifications importantes apportées aux modèles existants, avant leur mise en œuvre dans l'environnement opérationnel. Dans certaines circonstances, des exceptions peuvent être accordées à la politique de la Société pour permettre l'utilisation d'un modèle avant

son examen ou son approbation. Le MRGR peut également exiger de l'utilisateur qu'il prenne des mesures appropriées pour atténuer le risque du modèle s'il doit être utilisé dans l'intervalle. Ces mesures dépendront du modèle et peuvent inclure, par exemple, la limitation de l'activité de négociation.

Hiérarchie des justes valeurs

Une hiérarchie d'évaluation à trois niveaux a été établie en vertu des GAAP US pour la présentation des évaluations de la juste valeur. La hiérarchie d'évaluation est basée sur l'observabilité des données pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux sont définis comme suit :

- Niveau 1 – les données utilisées dans la méthode d'évaluation sont les prix (non ajustés) cotés pour des actifs ou des passifs identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – les données utilisées dans la méthode d'évaluation comprennent les prix cotés d'actifs et de passifs similaires sur des marchés actifs, ainsi que les données observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, pendant pratiquement toute la durée de l'instrument financier.
- Niveau 3 – une ou plusieurs données de la méthode d'évaluation ne sont pas observables et sont importantes pour l'évaluation de la juste valeur

Le classement d'un instrument financier dans la hiérarchie d'évaluation est basé sur le niveau le plus bas de la donnée qui est significative pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau suivant décrit les méthodes d'évaluation généralement utilisées par la Société pour évaluer ses principaux produits/instruments à leur juste valeur, y compris la classification générale de ces instruments selon la hiérarchie d'évaluation.

Produit/Instrument	Méthode d'évaluation	Classifications dans la hiérarchie d'évaluation
Accords de financement de titres	Les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte : <ul style="list-style-type: none"> • des caractéristiques des produits dérivés : se reporter à l'analyse des produits dérivés ci-dessous pour plus d'informations. • des taux du marché pour l'échéance respective • des caractéristiques de la garantie 	Surtout niveau 2
Prêts et engagements liés à des prêts – ventes en gros Prêts comptabilisés à la juste valeur (prêts à des fins de transaction et prêts autres que de transaction) et engagements connexes liés à des prêts	Lorsque des données de marché observables sont disponibles, les évaluations sont basées sur : <ul style="list-style-type: none"> • des prix de marché observés (les circonstances sont peu fréquentes) • des cotations pertinentes des courtiers • des prix du marché observés pour des instruments similaires Lorsque les données de marché observables ne sont pas disponibles ou sont limitées, les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les spreads de crédit dérivés du coût des CDS ; ou les courbes de crédit de référence développées par la Société, par secteur et par notation de crédit. • la vitesse de remboursement anticipé • les caractéristiques de la garantie 	Niveau 2 ou 3
Prêts – consommateurs Prêts comptabilisés à leur juste valeur - prêts hypothécaires résidentiels conformes dont la vente est prévue.	La juste valeur est basée sur des prix observables pour des titres adossés à des prêts hypothécaires avec des garanties similaires et incorpore des ajustements à ces prix pour tenir compte des différences entre les titres et la valeur des prêts sous-jacents, qui incluent les caractéristiques de crédit, la composition du portefeuille et la liquidité.	Surtout niveau 2
Titres de placement et de transaction En l'absence de prix en vigueur sur le marché, les titres sont évalués sur la base :	Prix en vigueur sur le marché <ul style="list-style-type: none"> • des prix du marché observables pour des titres similaires 	Niveau 1 Niveau 2 ou 3

[illegible]

	En outre, des ajustements sont effectués pour refléter la qualité du crédit de la contrepartie (CVA) et l'impact du financement (FVA). Se reporter à la page 191 de la présente Note.	
Droits de gestions des prêts hypothécaires	Voir droits de gestion des prêts hypothécaires à la Note 15.	Niveau 3
Investissements privés directs	La juste valeur est estimée en utilisant toutes les informations ; la gamme des données potentielles comprend : <ul style="list-style-type: none"> • les prix de transaction • les multiples de transactions de sociétés publiques comparables • la performance opérationnelle de la société sous-jacente du portefeuille • ajustements nécessaires, étant donné que les sociétés publiques comparables ne sont pas identiques à la société évaluée, ainsi que pour les problèmes spécifiques à la société et le manque de liquidité. • autres données disponibles pertinentes pour l'investissement. 	Niveau 2 ou 3
Investissements en fonds (par exemple, fonds d'investissement mutuels/collectifs, fonds de capital-investissement, fonds spéculatifs et fonds immobiliers)	Valeur nette de l'actif <ul style="list-style-type: none"> • Valeur liquidative est soutenue par la possibilité de racheter et d'acheter au niveau de la valeur liquidative • Ajustements de la valeur liquidative selon les besoins, pour les restrictions de rachat (par exemple, périodes de blocage ou limitations de retrait) ou lorsque l'activité observable est limitée. 	Niveau 1 Niveau 2 ou 3 ^(a)
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidés	Evalués en utilisant des informations de marché observables, si disponibles. En l'absence d'informations observables sur le marché, les évaluations sont fondées sur la juste valeur des actifs sous-jacents détenus par la VIE.	Niveau 2 ou 3
Obligations structurées (incluses dans les dépôts, les emprunts à court terme et les dettes à long terme)	Les évaluations sont basées sur des analyses de flux de trésorerie actualisés qui tiennent compte du niveau 2 ou 3 du dérivé incorporé et des conditions et de la structure de paiement de l'obligation. Les caractéristiques des dérivés incorporés sont évaluées à l'aide de modèles tels que le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, des modèles de simulation ou une combinaison de modèles qui peuvent utiliser des données d'évaluation observables ou non observables, selon le dérivé incorporé. Les données spécifiques utilisées varient en fonction de la nature des caractéristiques du dérivé incorporé, comme décrit dans la discussion ci-dessus concernant l'évaluation des dérivés. Des ajustements sont ensuite apportés à cette évaluation de base pour refléter le risque de crédit propre à l'entreprise (DVA). Se reporter à la page 191 de la présente Note.	Niveau 2 ou 3

(a) Exclut certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative par action (ou son équivalent) comme moyen pratique

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur aux 31 décembre 2025 et 2024, par grande catégorie de produits et par hiérarchie des justes valeurs.

Actifs et passifs évalués à leur juste valeur sur une base récurrente

	Hiérarchie des justes valeurs				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Ajustements de compensation des dérivés ^(f)	Total juste valeur
Au 31 décembre 2025 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	327,018	327,018	-	-	327,018
Titres empruntés	98,111	98,111	-	-	98,111
Actifs de transaction :					
Titres de créance :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	157,834	157,834	307	-	158,141
Résidentiel – organismes non gouvernementaux	-	2,002	5	-	2,007
Commercial – organismes non gouvernementaux	-	1,937	-	-	1,937
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	-	161,773	312	-	162,085
Trésor américain, GSEs et agences gouvernementales ^(a)	225,255	18,629	-	-	243,884
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	-	6,129	1	-	6,130
Certificats de dépôt, acceptations bancaires et papier commercial	-	1,345	-	-	1,345
Titres de créance de gouvernements non américains	77,385	47,054	245	-	124,684
Titres de créance d'entreprises	-	45,053	454	-	45,507
Prêts	-	11,782	1,143	-	12,925
Titres adossés à des actifs	-	3,986	27	-	4,013
Total des titres de créances	302,640	295,751	2,182	-	600,573
Titres de participation	107,585	2,153	138	-	109,876
Matières premières physiques ^(b)	20,880	947	30	-	21,857
Autres	-	12,346	444	-	12,790
Total des titres d'emprunt et de participation^(c)	431,105	311,197	2,794	-	745,096
Créances de dérivés :					
Taux d'intérêt	1,579	276,565	3,740	(256,483)	25,401
Crédit	-	12,018	1,006	(12,545)	479
Taux de change	111	181,318	1,807	(163,881)	19,355
Actions	806	95,098	1,819	(91,856)	5,867
Matières premières	-	29,961	554	(23,840)	6,675
Total des créances de dérivés	2,496	594,960	8,926	(548,605)	57,777
Total des actifs de transactions^(d)	433,601	906,157	11,720	(548,605)	802,873
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)		90,971			90,972
Résidentiel – organismes non gouvernementaux		5,991			5,991
Commercial – organismes non gouvernementaux		4,481	3		4,484
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	1	101,443	3	-	101,447
Trésor américain et agences gouvernementales		315,361	461	-	315,822
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	-	20,240	-	-	20,240
Titres de créance de gouvernements non américains	34,308	11,347	-	-	45,655
Titres de créance d'entreprises	-	20	108	-	128
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garanties	-	21,947	-	-	21,947
Autres	-	1,959	-	-	1,959
Total des titres disponibles à la vente	349,670	157,417	111		507,198
Prêts ^(e)	-	67,622	3,062	-	70,684
Droits de gestion de prêts hypothécaires	-	-	9,167	-	9,167
Autres actifs ^(d)	6,864	6,890	1,047	-	14,801
Total des actifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente		790,135	25,107	(548,605)	1.829.852
Dépôts	-	18,574	18,574	2,356	20,930
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	-360,194	360,194	-	-	360,194
Emprunts à court terme	26,902	26,902	5,558	-	32,460
Passifs de transaction					
Titres d'emprunt et de participation ^(d)	135,366	33,998	326	-	169,690
Dettes de dérivés :					
Taux d'intérêts	2,071	253,078	2,434	(250,122)	7,461
Crédit	-	15,487	2,141	(15,612)	2,016
Taux de change	118	176,521	1,502	(163,308)	14,833
Actions	1,210	110,451	5,356	(102,211)	14,806
Matières premières	-	25,799	570	(19,156)	7,213
Total des dettes de dérivés	3,399	581,336	12,003	(550,409)	46,329

Total des passifs de transaction	138,765	615,334	12,329	(550,409)	216,019
Comptes créditeurs et autres passifs		3.967	38		- 6,660
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidé		5	-	-	5
Dette à long terme		87.886	46,673	-	134,559
Total des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente	142.732	1.111.550	66.954	(550.409)	770.827
Hiérarchie des justes valeurs					
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Ajustements de compensation des dérivés^(f)	Total juste valeur
Au 31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	-	286,771	-	-	286.771
Titres empruntés	-	83,962	-	-	83.962
Actifs de transaction :					
Titres de créance :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	-	104.312	488	-	104,800
Résidentiel - organismes non gouvernementaux	-	2,282	5	-	2,287
Commercial - organismes non gouvernementaux	-	1,283	10	-	1,293
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	-	107.877	503	-	108,380
Trésor américain, GSEs et agences gouvernementales ^(a)	150.580	11.702	-	-	162,282
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	-	6.100	1	-	6.101
Certificats de dépôt, acceptations bancaires et papier commercial	-	3.950	-	-	3,950
Titres de créance de gouvernements non américains	34.108	54.335	152	-	88,595
Titres de créance d'entreprises	-	33,591	390	-	33,981
Prêts	-	10,228	1,088	-	11,316
Titres adossés à des actifs	-	2,813	10	-	2,823
Total des titres de créance	184.688	230.596	2,144	-	417,428
Titres de participation	130.307	1.359	62	-	131,728
Matières premières physiques ^(b)	5.957	1.533	26	-	7,516
Autres	-	19.935	210	-	20,145
Total des titres d'emprunt et de participation^(d)	320.953	253.423	2,442	-	576.817
Créances dérivées :					
Taux d'intérêts ^(e)	4.934	282.019	3,781	(265,789)	24,945
Crédit ^(e)	-	10.379	708	(10,273)	814
Taux de change	196	261.520	1,204	(237,608)	25,312
Actions	-	82.855	2,365	(79,935)	5,285
Matières premières	-	15.232	394	(11,015)	4,611
Total des créances de dérivés	5.130	652.005	8.452	(604.620)	60.967
Total actifs de transaction^(d)	326.082	905.428	10.894	(604.620)	637.784
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^{(a)(g)}	-	91,893	-	-	91,893
Résidentiel - organismes non gouvernementaux	-	4,811	-	-	4,811
Commercial - organismes non gouvernementaux	-	4,057	8	-	4,065
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	7	100.761	8	-	100,769
Trésor américain et agences gouvernementales	234.491	288	-	-	234,779
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	-	17.913	-	-	17,913
Titres de créance de gouvernements non américains	23.973	12.272	-	-	36,245
Titres de créance d'entreprises	-	70	-	-	70
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garantis	-	14.943	-	-	14,943
Autres	-	2.133	-	-	2,133
Total des titres disponibles à la vente	258.464	148.380	8	406.852	
Prêts ^(e)	-	38.934	2,416	-	41,350
Droits de gestion des prêts hypothécaires	-	-	9,121	-	9,121
Autres actifs ^(d)	5.732	6.997	1,344	-	14,073
Total des actifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente	590.278	1.470.472	23.783	(604.620)	1.479.913
Dépôts	-	31.583	2,185	-	33,768
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	-	226.329	-	-	226,329
Emprunts à court terme	-	23.045	3,476	-	26,521
Passifs de négociation :					
Titres d'emprunt et de participation ^(d)	120.719	32.457	46	-	153.222
Dettes de dérivés :					
Taux d'intérêts ^(e)	3.981	266.767	3,480	(264,989)	9,239
Crédit ^(e)	-	12.725	1,071	(11,898)	1,898
Taux de change	187	253.196	1,184	(238,970)	15,597
Actions	-	90.908	5,231	(87,491)	8,648
Matières premières	-	14.021	467	(10,209)	4,279

Total des dettes de dérivés	4.168	637.617	11.433	(613.557)	39.661
Total des passifs de transaction	124.887	670.074	11.479	(613.557)	192.883
Comptes créditeurs et autres passifs	3.100	2.717	76	-	5.893
Intérêts bénéficiaires émis par VIES consolidées		1	-	-	1
Dettes à long terme		66.216	34.564	-	100.780
Total des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente	127.987	1.019.965	51.780	(613.557)	586.175

(a) Au 31 décembre 2025 et 2024, le total des obligations des agences gouvernementales américaines (GSE) s'élevait respectivement à 158,4 milliards de dollars et 120,1 milliards de dollars, lesquelles étaient liées à des prêts hypothécaires.

(b) Au quatrième trimestre 2025, la Société a affiné l'évaluation du marché actif de certains produits et a mis à jour la classification des niveaux en conséquence.

(c) Les stocks de matières premières physiques sont généralement comptabilisés au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation. La « valeur nette de réalisation » est un terme défini dans les GAAP US comme ne dépassant pas la juste valeur moins les coûts de vente (« coûts de transaction »). Les coûts de transaction pour les stocks de matières premières physiques de la Société sont soit sans objet, soit sans importance pour la valeur du stock. Par conséquent, la valeur nette de réalisation est proche de la juste valeur des stocks de matières premières physiques de la Société. Lorsqu'une couverture de la juste valeur a été appliquée (ou lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût), la valeur comptable des matières premières physiques est proche de la juste valeur, car dans le cadre de la comptabilité de couverture de la juste valeur, la base du coût est ajustée pour tenir compte des variations de la juste valeur. Se reporter à la note 5 pour plus de détails sur les relations de la Société en matière de comptabilité de couverture. Afin d'assurer la cohérence des informations fournies sur la juste valeur, tous les stocks de matières premières physiques ont été inclus dans chaque période présentée.

(d) Les soldes reflètent la réduction des titres détenus (positions longues) par le montant des titres identiques vendus mais non encore achetés (positions courtes).

(e) Certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative par action (ou son équivalent) comme moyen pratique ne doivent pas nécessairement être classés dans la hiérarchie des justes valeurs. Aux 31 décembre 2025 et 2024, la juste valeur de ces investissements, qui comprennent certains fonds spéculatifs, fonds de capital-investissement, fonds immobiliers et autres fonds, était de 1 milliard de dollars principalement comptabilisée dans « autres actifs ».

(f) Comme l'autorisent les GAAP US, la Société a choisi de compenser les créances et les dettes de dérivés ainsi que les garanties en espèces liées reçues et payées lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. Les soldes de niveau 3 seraient réduits si la compensation était appliquée, y compris l'avantage de compensation associé à la garantie en espèces.

Evaluations de niveau 3

La Société a établi des processus bien structurés pour déterminer la juste valeur, y compris pour les instruments dont la juste valeur est estimée à l'aide de données non observables importantes (niveau 3). Se reporter aux pages 174 à 178 de la présente Note pour de plus amples informations sur le processus d'évaluation de la Société et pour une analyse détaillée de la détermination de la juste valeur des instruments financiers individuels.

L'estimation de la juste valeur nécessite l'exercice d'un jugement. Le type et le niveau de jugement requis dépendent largement de la quantité d'informations de marché observables dont dispose la Société. Pour les instruments évalués à l'aide de modèles d'évaluation développés en interne et d'autres techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables importantes et qui sont donc classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, les jugements utilisés pour estimer la juste valeur sont plus importants que ceux requis pour estimer la juste valeur des instruments classés aux niveaux 1 et 2.

Pour parvenir à une estimation de la juste valeur d'un instrument de niveau 3, la direction doit d'abord déterminer le modèle d'évaluation approprié ou toute autre technique d'évaluation à utiliser. Ensuite, en raison du manque d'observabilité des données importantes, la direction doit évaluer les données empiriques pertinentes pour calculer les données d'évaluation, y compris les détails des transactions, les courbes de rendement, les taux d'intérêt, la vitesse de remboursement anticipé, les taux de défaut, les volatilités, les corrélations, les prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou de la dette), les évaluations d'instruments comparables, les taux de change et les courbes de crédit.

Le tableau suivant présente les principaux instruments financiers de niveau 3 de la Société, les techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur de ces instruments financiers, les données non observables importantes, la fourchette de valeurs de ces données et les moyennes pondérées ou arithmétiques de ces données. Alors que la détermination du classement d'un instrument au niveau 3 est basée sur l'importance des données non observables pour la mesure globale de la juste valeur, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement des éléments observables (c'est-à-dire des éléments qui sont activement cotés et qui peuvent être validés par des sources externes) en plus des éléments non observables. Les données de niveau 1 et/ou de niveau 2 ne sont pas incluses dans le tableau. En outre, la Société gère le risque des composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions sur dérivés qui sont classés dans les niveaux 1 ou 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La fourchette de valeurs présentée dans le tableau est représentative du niveau le plus élevé et le plus bas des données d'entrée utilisées pour évaluer les groupes significatifs d'instruments dans une classification de produits/instruments. Lorsqu'elles sont fournies, les moyennes pondérées des valeurs d'entrée présentées dans le tableau sont calculées sur la base de la juste valeur des instruments que la donnée est utilisée pour évaluer.

De l'avis de la Société, la gamme de données, la moyenne des valeurs pondérées et arithmétiques ne reflètent pas le degré d'incertitude des données ou une évaluation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses de la Société. Elles reflètent plutôt les caractéristiques

des divers instruments détenus par la Société et la répartition relative des instruments dans la gamme de caractéristiques. Par exemple, deux contrats d'option peuvent avoir des niveaux similaires d'exposition au risque de marché et d'incertitude d'évaluation, mais peuvent avoir des niveaux de volatilité implicite significativement différents parce que les contrats d'option ont des sous-jacents, des durées ou des prix d'exercice différents. La gamme de données et les valeurs moyennes pondérées varieront donc d'une période à l'autre et d'un paramètre à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments détenus par la Société à chaque date de clôture.

Données de niveau 3^(a)

Au 31 décembre 2025							
Produit/Instrument	Juste valeur (en millions)	Principale technique d'évaluation	Données non observables ^(g)	Gamme des valeurs de données			Moyenne ⁽ⁱ⁾
Titres et prêts adossés à des prêts hypothécaires résidentiels ^(b)	889	Flux de trésorerie actualisé	Rendement Vitesse de remboursement Taux de défaut conditionnel Gravité des pertes	0 % 7 % 0 % 0 %	- - - -	70 % 14 % 2 % 100 %	7 % 9 % 0 % 7 %
Titres et prêts adossés à des prêts hypothécaires commerciaux ^(c)	1.246	Comparables sur le marché	Prix	\$0	-	93	82
Titres de créances d'entreprise	562	Comparables sur le marché	Prix	0	-	177	105
Prêts ^(d)	2.385	Comparables sur le marché	Prix	0	-	102	80
Titres de créances de gouvernement non USA	245	Comparables sur le marché	Prix	2	-	124	99
Dérivés de taux d'intérêts nets	1.301	Prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêts	24bps	-	490bps	85bps
			Volatilité du spread de tx d'intérêts	44ps	-	59bps	49bps
			Valeur de l'option de switch bermudien	0 %		48 %	17 %
			Corrélation des tx d'intérêts	(64)%	-	97 %	58 %
			Corrélation IR-FX	(35)%	-	60 %	5 %
	5	Flux de trésorerie actualisé	Volatilité de l'inflation	11bps		174bps	65bps
			Vitesse de remboursement	0 %	-	21 %	7 %
			Courbe des taux d'intérêt	2 %		16 %	4 %
Dérivés de crédit nets	(1.174)	Flux de trésorerie actualisé	Corrélation de crédit	30 %	-	79 %	52 %
			Spread de crédit	0bps	-	6,942bps	367bps
	39	Comparables sur le marché	Taux de recouvrement Prix	10 % 0	- -	90 % 115	53 % 77
Dérivés de change nets	357)	Prix de l'option	Corrélation IR-FX	(50)%	-	60 %	17 %
	(52)	Flux de trésorerie actualisé	Vitesse de remboursement		11 %		11 %
			Courbe des taux d'intérêts	3 %		20 %	12 %
Dérivés sur actions nets	(3.537)	Prix de l'option	Prix à terme des actions ^(h)	87 %	-	142 %	101 %
			Volatilité des actions	4 %	-	130 %	32 %
			Corrélation actions	0 %	-	100 %	54 %
			Corrélation actions-FX	(75)%	-	65 %	(32)%
			Corrélation actions-IR	5 %	-	10 %	8 %
Dérivés sur matières premières nets	(16)	Prix de l'option	Contrats à terme sur produits pétroliers	40/BBL	-	680/BBL	202/BBL
			Contrats à terme sur gaz naturel	(1)/MMBTU		8/MMBTU	4/MMBTU

			Volatilité des matières premières Corrélation des mat prem	2 % (30)%	- -	36 % 99 %	6 % 1 %
MSRs	9.167	Flux de trésorerie actualisé	Voir Note 15				
Dettes à long terme, emprunts à court terme et dépôts ^(e)	52.953	Prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêts	24bps	-	490bps	85bps
			Valeur de l'option de switch bermudien	0 %	-	48 %	17 %
			Corrélation du tx d'intérêts	(64)%		97 %	58 %
			Corrélation IR-FX	(35)%	-	60 %	5 %
			Volatilité des actions	2 %		111 %	30 %
			Corrélation des actions	0 %	-	100 %	54 %
			Corrélation actions FX	(75)%	-	65 %	(32)%
			Corrélation actions IR	5 %	-	10 %	8 %
			Corrélation de crédit				
				29 %	-	72 %	51 %
			Spread de crédit	1bps		261 bps	92 bps
			Taux de recouvrement	20 %		60 %	41 %
			Rendement	5 %		20 %	10 %
			Gravité des pertes	0 %		100 %	50 %
Autres actifs et passifs de niveau 3, nets ^(f)	1.323						

(a) Les catégories présentées dans le tableau ont été regroupées en fonction du type de produit, ce qui peut différer de leur classification dans les bilans consolidés. En outre, les données présentées pour chaque technique d'évaluation dans le tableau ne sont, dans certains cas, pas applicables à chaque instrument évalué à l'aide de la technique, car les caractéristiques des instruments peuvent différer.

(b) Comprend des titres de GSE et d'agences gouvernementales américaines pour 307 millions de dollars, des titres d'organismes non gouvernementaux pour 5 millions de dollars et des prêts non commerciaux pour 577 millions de dollars.

(c) Comprend des titres d'organismes non gouvernementaux pour un montant de 3 millions de dollars, des prêts commerciaux pour un montant de 94 millions de dollars et des prêts non commerciaux pour un montant de 1,1 milliard de dollars.

(d) Comprend des prêts commerciaux de 1 milliard de dollars et des prêts non commerciaux de 1,3 milliard de dollars.

(e) La dette à long terme, les emprunts à court terme et les dépôts comprennent des obligations structurées émises par la Société qui sont des instruments financiers contenant généralement des dérivés incorporés. L'estimation de la juste valeur des obligations structurées inclut les caractéristiques des dérivés incorporés dans l'instrument. Les données non observables significatives sont largement cohérentes avec celles présentées pour les créances de dérivés.

(f) Comprend des titres de participation de 889 millions de dollars, dont 751 millions de dollars dans Autres actifs, pour lesquels des prix cotés ne sont pas facilement disponibles et la juste valeur est généralement basée sur des techniques d'évaluation internes telles que des multiples de l'EBITDA et des analyses comparables. Tous les autres actifs et passifs de niveau 3 sont insignifiants, tant individuellement que collectivement.

(g) Le prix est une donnée non observable importante pour certains instruments. Lorsque les prix du marché ne sont pas facilement disponibles, on a généralement recours à des techniques d'évaluation interne basées sur le prix. Le prix est exprimé en supposant une valeur nominale de 100 \$.

(h) Le prix à terme des actions est exprimé en pourcentage du prix actuel des actions.

(i) Les montants représentent des moyennes pondérées, sauf pour les données relatives aux dérivés pour lesquelles des moyennes arithmétiques sont utilisées.

Changements et gamme de données non observables

L'analyse suivante fournit une description de l'impact sur une évaluation de la juste valeur d'un changement de chaque donnée non observable prise isolément, et de l'interrelation entre les données non observables, lorsque cela est pertinent et significatif. L'impact des modifications des données peut ne pas être indépendant, car la modification d'une donnée non observable peut entraîner la modification d'une autre donnée non observable. Lorsque des relations existent entre deux données non observables, ces relations sont discutées ci-dessous. Des relations peuvent également exister entre les données observables et non observables (par exemple, lorsque les taux d'intérêt observables augmentent, les taux de remboursement anticipé non observables diminuent) ; ces relations n'ont pas été incluses dans l'analyse ci-dessous. En outre, pour chacune des relations individuelles décrites ci-dessous, la relation inverse s'applique généralement aussi.

L'analyse suivante fournit également une description des attributs des instruments sous-jacents et des facteurs de marché externes qui affectent la gamme des données utilisées dans l'évaluation des positions de la Société.

Rendement - Le rendement d'un actif est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un calcul de flux de trésorerie actualisés. Une augmentation du rendement, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Ecart de crédit - L'écart de crédit est le montant du rendement annualisé supplémentaire par rapport au taux d'intérêt du marché qu'un participant au marché exigerait pour s'exposer au risque de crédit d'un instrument. L'écart de crédit d'un instrument fait partie du taux d'actualisation utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés. En général, une augmentation de l'écart de crédit entraîne une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Le rendement et l'écart de crédit d'un titre adossé à des prêts hypothécaires particuliers reflètent principalement le risque inhérent à l'instrument. Le rendement est également influencé par le niveau absolu du coupon payé par l'instrument (qui peut ne pas correspondre directement au niveau de risque inhérent). Par conséquent, la fourchette des rendements et des écarts de crédit reflète la gamme des risques inhérents aux divers instruments détenus par la Société. Le risque inhérent aux titres adossés à des prêts hypothécaires dépend de la subordination du titre évalué et des caractéristiques des prêts hypothécaires sous-jacents au sein du pool garanti, notamment les scores FICO des emprunteurs, les ratios LTV pour les prêts hypothécaires résidentiels et la nature de la propriété et/ou des locataires pour les prêts hypothécaires commerciaux. Pour les titres de créance d'entreprises, les obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis et d'autres instruments similaires, les écarts de crédit reflètent la qualité de crédit du débiteur et la durée de l'obligation.

Vitesse de remboursement anticipé - La vitesse de remboursement anticipé est une mesure des remboursements volontaires non programmés du principal d'une obligation remboursable par anticipation dans un pool garanti. La vitesse de remboursement anticipé diminue généralement à mesure que les défauts des emprunteurs augmentent. Une augmentation de la vitesse de remboursement anticipé, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une prime au pair et une augmentation de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une décote au pair.

Les vitesses de remboursement anticipé peuvent varier d'un pool de garantie à l'autre et dépendent du type et de la localisation de l'emprunteur sous-jacent, de la durée restante de l'obligation ainsi que du niveau et du type (par exemple, fixe ou variable) du taux d'intérêt payé par l'emprunteur. En général, les pools de garanties dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus élevée ont un taux de remboursement anticipé plus élevé que ceux dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus faible, tous les autres facteurs étant égaux.

Taux de défaut conditionnel - Le taux de défaut conditionnel est une mesure de la réduction du solde de la garantie sous-jacente à une obligation garantie par une garantie à la suite de défauts. Bien qu'il n'y ait généralement pas de relation directe entre les taux de défauts conditionnels et les vitesses de remboursement anticipé, les obligations garanties pour lesquelles la garantie sous-jacente a des vitesses de remboursement anticipé élevées auront tendance à avoir des taux de défaut conditionnel plus faibles. Une augmentation des taux de défaut conditionnel s'accompagnerait généralement d'une augmentation de la gravité des pertes et d'une augmentation des écarts de crédit. Une augmentation du taux de défaut conditionnel, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Les taux de défaut conditionnel reflètent la qualité des garanties sous-jacentes à une titrisation et la structure de la titrisation elle-même. Sur la base des types de titres détenus dans les portefeuilles de tenue de marché de la Société, les taux de défaut conditionnel se situent le plus souvent dans la partie inférieure de la fourchette présentée.

Gravité des pertes - La gravité des pertes (le concept inverse est le taux de recouvrement) est le montant attendu des pertes futures réalisées résultant de la liquidation finale d'un prêt particulier, exprimé comme le montant net des pertes par rapport au solde du prêt impayé. Une augmentation de la gravité des pertes s'accompagne généralement d'une augmentation des taux de défaut conditionnel. Une augmentation de la gravité des pertes, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

La gravité des pertes appliquée à l'évaluation d'un investissement en titres adossés à des prêts hypothécaires dépend de facteurs liés aux prêts hypothécaires sous-jacents, notamment le ratio LTV, la nature du privilège du prêteur sur la propriété et d'autres facteurs spécifiques à l'instrument.

Corrélation - La corrélation est une mesure de la relation entre les mouvements de deux variables. La corrélation est une donnée de prix pour un produit dérivé dont le paiement est déterminé par un ou plusieurs risques sous-jacents. Les données de corrélation sont liées au type de dérivé (par exemple, taux d'intérêt, crédit, actions, devises et matières premières) en raison de la nature des risques sous-jacents. Lorsque les paramètres sont positivement corrélés, une augmentation d'un paramètre entraînera une augmentation de l'autre paramètre. Lorsque les paramètres sont corrélés négativement, l'augmentation d'un paramètre entraîne la diminution de l'autre paramètre. Une augmentation de la corrélation peut entraîner une augmentation ou une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Dans le cas d'une position de corrélation courte, une augmentation de la corrélation, prise isolément, entraînerait généralement une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de corrélation utilisé dans l'évaluation des dérivés comportant de multiples risques sous-jacents dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la nature de ces risques. Par exemple, la corrélation entre deux expositions au risque de crédit sera différente de celle entre deux expositions au risque de taux d'intérêt. De même, la durée de la transaction peut également avoir un impact sur la donnée de la corrélation, car la relation entre les risques sous-jacents peut être différente sur différentes périodes de temps. En outre, les niveaux de corrélation sont très dépendants des conditions de marché et peuvent présenter un éventail relativement large de niveaux au sein d'une même classe d'actifs ou entre classes d'actifs au fil du temps, en particulier dans des conditions de marché volatiles.

Volatilité - La volatilité est une mesure de la variabilité des rendements possibles d'un instrument, d'un paramètre ou d'un indice de marché, compte tenu de la variation de la valeur de l'instrument, d'un paramètre ou d'un indice en question dans le temps. La volatilité est une donnée de prix pour les options, y compris les options sur actions, sur matières premières et sur taux d'intérêt. En général, plus la volatilité du sous-jacent est élevée, plus l'instrument est risqué. Dans le cas d'une position longue sur une option, une augmentation de la volatilité, prise isolément, entraînerait généralement une augmentation de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de volatilité utilisé dans l'évaluation d'un dérivé particulier basé sur une option dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment la nature du risque sous-jacent à l'option (par exemple, la volatilité d'un titre de participation particulier peut être sensiblement différente de celle d'un indice de matières premières particulier), la durée du dérivé ainsi que le prix d'exercice de l'option

Valeur de l'option de switch bermudienne – La valeur de switch est la différence entre la valeur totale d'une swaption bermudienne, qui peut être exercée à plusieurs dates, et sa swaption européenne la plus chère, et reflète la valeur supplémentaire que les multiples dates d'exercice apportent au détenteur. Les valeurs de switch dépendent des conditions du marché et peuvent varier considérablement en fonction de plusieurs facteurs, tels que la durée du swap sous-jacent ainsi que le prix d'exercice de l'option. Une augmentation de la valeur de switch, isolément, se traduirait généralement par une augmentation de la mesure de la juste valeur.

Courbe des taux d'intérêt - représente la relation entre les taux d'intérêt sur des durées différentes. La courbe des taux d'intérêt est utilisée pour fixer les flux de trésorerie des dérivés de taux d'intérêt et de change et constitue également une donnée de prix utilisée dans l'actualisation de tout flux de trésorerie dérivé.

Prix à terme - Le prix à terme est le prix auquel l'acheteur accepte d'acheter l'actif sous-jacent à un contrat à terme à la date de livraison future prédéterminée, et est tel que la valeur du contrat est nulle à l'origine.

Le prix à terme est utilisé comme donnée dans l'évaluation de certains dérivés et dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment les taux d'intérêt, le prix actuel de l'actif sous-jacent, ainsi que le revenu attendu à recevoir et les coûts à engager par le vendeur du fait de la détention de cet actif jusqu'à la date de livraison. Une augmentation du terme peut entraîner une augmentation ou une diminution de la mesure de la juste valeur.

Changements dans les évaluations de la juste valeur récurrentes de niveau 3

Les tableaux suivants comprennent un report des montants des bilans consolidés (y compris les changements de la juste valeur) pour les instruments financiers classés par la Société au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023. Lorsqu'il est décidé de classer un instrument financier au niveau 3, la détermination est basée sur l'importance des données non observables pour l'évaluation globale de la juste valeur. Cependant, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement, en plus des éléments non observables ou de niveau 3, des éléments observables (c'est-à-dire des éléments qui sont activement cotés et qui peuvent être validés auprès de sources externes) ; par conséquent, les gains et les pertes dans le tableau ci-dessous comprennent les variations de la juste valeur dues en partie à des facteurs observables qui font partie de la méthodologie d'évaluation. En outre, la Société gère le risque des composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions sur produits dérivés qui sont classés au niveau 1 ou 2 de la hiérarchie des justes valeurs ; comme ces instruments de gestion du risque de niveau 1 et 2 ne sont pas inclus ci-dessous, les gains ou les pertes dans les tableaux suivants ne reflètent pas l'effet des activités de gestion des risques de la Société liées à ces instruments de niveau 3.

Notes aux états financiers consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025 (en millions)	Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives								Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2025
	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2025	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(d)	Ventes	Règlements ^(h)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 déc 2025	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs^(a)									
Actifs de transaction :									
Titres de créance									
Titres adossés à des hypothèques									
GSEs et agences gouvernementales U.S	488	16	34	(175)	56)	-	-	307	4
Résidentiel – organisme non gouv	5	6	-	(6)	-	-	-	5	-
Commercial – organisme non gouv	10	(6)	-	-	-	-	(4)	-	-
Total titres adossés à hypothèques	503	16	34	(181)	(56)	-	(4)	312	4
Obligations des états et municipalités U.S	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créances de gouvernement non américain	152	30	346	(308)	-	59	(34)	245	19
Titres de créances d'entreprise	390	28	270	(212)	(10)	22	(34)	454	23
Prêts	1.088	(58)	1.413	(930)	(146)	876	(1.100)	1.143	(63)
Titres adossés à des actifs	10	-	28	(11)	-	-	-	27	
Total instruments de dette	2.144	16	2.091	(1.642)	(212)	957	(1.172)	2.182	(17)
Titre de participation	62	(34)	264	(229)	-	165	(90)	138	-
Matières premières physiques	26	3	-	-	1	-	-	30	16
Autres	210	2	311	-	(99)	59	(39)	444	192
Total actifs de transaction - titres d'emprunt et de participation	2.442	(13) ^(c)	2.666	(1.871)	(310)	1.181	(1.301)	2.794	191 ^(c)
Créances nettes sur dérivés ^(b)									
Taux d'intérêts	301	1.329	188	(338)	108	(168)	(114)	1.306	790
Crédit	(363)	(637)	94	(10)	10	(273)	44	(1.135)	(569)
Taux de change	20	644	196	(448)	(34)	273	(346)	305	221
Actions	(2.866)	2.941	1.016	(2.630)	(2.690)	83	609	(3.537)	1.476
Matières premières	(73)	54	70	(248)	170	15	(4)	(16)	108
Total créances nettes sur dérivés	(2.981)	4.331^(c)	1.564	(3.674)	(2.436)	(70)	189	(3.077)	2.026^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à hypothèques									
Commercial – organisme non gouv	8	(5)	-	-	-	-	-	3	(5)
Titres de dette d'entreprise	-	2	194	(94)	-	6	-	108	4
Total titres disponibles à la vente	8	(3)^(d)	194	(94)	-	6	-	111	(1)^(d)
Prêts	2.416	206 ^(c)	1.091	(226)	(968)	1.266	(723)	3.062	165 ^(c)
Droits de gestion des hypothèques	9.121	48 ^(e)	1.057	9	(1.068)	-	-	9.167	48 ^(e)
Autres actifs	1.344	(15) ^(c)	358	(66)	(84)	98	(588)	1.047	61 ^(c)

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives										
Exercice clos le 31 décembre 2025 (en millions)	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2025	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat	Ventes	Emissions	Règlements ^(h)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 décembre 2025	Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2025
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs^(a)										
Dépôts	2.185	161 ^{(c)(f)}	-	-	1.951	(1.811)	-	(130)	2.356	128 ^{(c)(f)}
Emprunts à court terme	3.476	536 ^{(c)(f)}	-	-	10.307	(8.672)	36	(125)	5.558	392 ^{(c)(f)}
Passifs de transaction – titres d'emprunt et de participation										
	46	(14) ^(c)	(86)	109	-	-	326	(55)	326	302 ^(c)
Comptes créditeurs et autres passifs	76	(6) ^{(c)(f)}	(1)	1	-	-	2	(34)	38	(6) ^(c)
Dette à long terme	34.564	5.039 ^{(c)(f)}	-	-	31.966	(22.573)	593	(2.916)	46.673	3.898 ^{(c)(f)}

Exercice clos le 31 décembre 2024 (en millions)	Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives								
	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2024	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(f)	Ventes	Règlements ^(d)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 déc 2024	Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2024
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs :^(a)									
Actifs de transaction									
Tires de créance :									
Titres adossés à des hypothèques									
GSEs et agences gouvernementales U.S	758	18	46	(260)	(81)	7	-	488	(3)
Résidentiel – organisme non gvt	5	7	-	(5)	(2)	4	(4)	5	-
Commercial – organisme non gvt	12	(2)	-	-	-	-	-	3	(1)
Total titres adossés à des hypothèques	775	23	46	(265)	(83)	11	(4)	503	(4)
Obligations des états et des municipalités U.S	10	-	-	-	(3)	-	(6)	1	-
Titres de créances de gouvernement non américain	179	(6)	175	(183)	-	17	(30)	152	10
Titres de créances d'entreprise	484	36	459	(354)	(181)	13	(67)	390	45
Prêts	684	63	800	(642)	(74)	839	(582)	1.088	29
Titres adossés à des actifs	6	-	9	(5)	(8)	8	-	10	-
Total instruments de dette	2.138	116	1.489	(1.449)	(349)	888	(689)	2.144	60
Titres de participation	127	(21)	138	(123)	(1)	85	(143)	62	(308)
Matières premières physiques	7	17	3	-	(1)	-	-	26	16
Autres	101	144	53	-	(68)	28	(48)	210	108
Total actifs de transaction - Titres d'emprunt et de participation	2.373	256^(c)	1.683	(1.572)	(419)	1.001	(880)	2.442	(124)^(c)
Créances nettes sur dérivés ^(b)									
Taux d'intérêts	502	745	387	(197)	(608)	(172)	(356)	301	(362)
Crédit	265	(208)	(2)	(17)	(333)	(61)	(7)	(636)	(265)
Taux de change	62	248	178	(538)	(30)	128	(28)	20	353
Actions	(2.402)	(321)	904	(2.488)	953	(91)	579	(2.866)	783
Matières premières	(279)	64	32	(215)	310	15	-	(73)	102
Total créances nettes sur dérivés	(1.852)	528^(c)	1.499	(3.455)	292	(181)	188	(2.981)	611^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des hypothèques									
Commercial – organisme non gouv	-	-	-	-	-	8	-	8	-
Titres de dette d'entreprise	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total titres disponibles à la vente	-	^(d)	-	-	-	8	-	8	^(d)
Prêts	3.079	266 ^(c)	431	(756)	(993)	816	(427)	2.416	251 ^(c)
Droits de gestions des hypothèques	8.522	762 ^(e)	926	(21)	(1.068)	-	-	9.121	762 ^(e)
Autres actifs	758	105 ^(c)	623	(62)	(58)	5	(27)	1.344	88 ^(c)

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives										
Exercice clos le 31 décembre 2024 (en millions)	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2024	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat	Ventes	Emissions	Règlements ^(d)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 décembre 2024	Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2024
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs :^(a)										
Dépôts	1.833	(14) ^{(c)(f)}	-	-	2.006	(1.522)	34	(152)	2.185	(44) ^{(c)(f)}
Emprunts à court terme	1.758	180 ^{(c)(e)}	-	-	7.752	(6.230)	23	(7)	3.476	58 ^{(c)(f)}
Passifs de transaction										
- instruments de dette et de capitaux propres	37	(47) ^(c)	(45)	70	-	-	48	(17)	46	18 ^(c)
Comptes créditeurs et autres passifs	52	(6)	(35)	63	-	-	5	(3)	76	(6) ^(c)
Dette à long terme	27.726	1.475^{(c)(f)}	-	-	23.920	(18.432)	738	(863)	34.564	1.212^{(c)(f)}

Exercice clos le 31 décembre 2023 (en millions)	Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives								Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2023
	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2023	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(f)	Ventes	Règlements ^(d)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 déc 2023	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs^(a)									
Actifs de transaction									
Titres de créance :									
Titres adossés à hypothèques									
GSE et agences gouvernementales U.S	759	4	249	(133)	(107)	-	(14)	758	1
Résidentiel - organisme non gvt	5	6	-	(6)	(1)	1	-	5	1
Commercial – organisme non gvt	7	6	-	-	(1)	8	(8)	12	7
Total titres adossés à hypothèques	771	16	249	(139)	(109)	9	(22)	775	9
Obligations des états et des municipalités U.S	7	-	1	-	(1)	3	-	10	-
Titres de créance de gouvernement non américain	155	74	217	(254)	-	22	(35)	179	74
Titres de créance d'entreprises	463	36	322	(172)	(41)	114	(238)	484	35
Prêts	759	(15)	1.027	(499)	(441)	3827	(529)	684	30
Titres adossés à des actifs	23	-	7	(12)	(1)	5	(16)	6	-
Total instruments de dette	2.178	111	1.823	(1,076)	(593)	535	(840)	2.138	148
Titres de participation	665	(53)	164	(239)	(384)	192	(218)	127	(422)
Matières premières physiques	2	-	7	-	(2)	-	-	7	-
Autres	64	(58)	141	-	(5)	1	(42)	101	(28)
Total actifs de transaction - titres d'emprunt et titres de participation	2.909	-	2.135	(1.315)	(984)	728	(1.100)	2.373	(302)^(d)
Créances nettes de dérivés ^(b)									
Taux d'intérêt	701	556	251	(255)	654	(1.117)	(288)	502	419
Crédit	13	304	(60)	(25)	47	15	(29)	265	230
Taux de change	489	31	151	(144)	(187)	144	(422)	62	(80)
Actions	(384)	191	928	(1.931)	(1.306)	700	(600)	(2.402)	(646)
Matières premières	(146)	(59)	59	(290)	(51)	(11)	219	(279)	(144)
Total créances nettes de dérivés	673	1.023^(c)	1.329	(2.645)	(843)	(269)	(1.120)	(1.852)	(2.21)^(c)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des hypothèques									
Commercial – organisme non gouv	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette d'entreprise	239	24	-	(225)	-	-	(38)	-	-
Total titres disponibles à la vente	239	24^(d)	-	(225)	-	-	(38)	-	-^(d)
Prêts	1.418	289 ^(c)	2.398	(120)	(1.147)	1.306	(1.065)	3.079	293 ^(c)
Droits de gestion des hypothèques	7.973	467 ^(e)	1.281	(188)	(1.011)	-	-	8.522	467 ^(e)
Autres actifs	405	(36) ^(c)	525	(20)	(147)	45	(14)	758	82 ^(c)

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives										
Exercice clos le 31 décembre 2023 (en millions)	Juste valeur au 1 ^{er} janvier 2023	Total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés	Achat	Ventes	Emissions	Règlements ^(h)	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31 décembre 2023	Variations dans les gains/(pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31 déc 2023
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs^(a)										
Dépôts	2.162	95 ^{(d)(f)}	-	-	940	(1.043)	-	(321)	1.833	73 ^{(c)(f)}
Emprunts à court terme	1.401	201 ^{(c)(f)}	-	-	4.522	(4.345)	3	(24)	1.758	14 ^{(c)(f)}
Passif de transaction – titres d'emprunt et titres de participation	84	(21) ^(c)	(32)	9	-	(2)	19	(20)	37	-
Comptes créditeurs et autres passifs	53	(4) ^(c)	(16)	24	-	-	8	(13)	52	(4) ^(c)
Dette à long terme	24.092	3.010 ^{(c)(f)}	-	-	12.679	(11.555)	229	(729)	27.726	2.870 ^{(c)(f)}

(a) Les actifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des actifs de la Société comptabilisés à la juste valeur (y compris les actifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 1 % au 31 décembre 2025 et de 2 %, aux 31 décembre 2024 et 2023. Les passifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des passifs de la Société à la juste valeur (y compris les passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 9 % aux 31 décembre 2025 et 2024 et de 8 % au 31 décembre 2023.

(b) Tous les dérivés de niveau 3 sont présentés sur une base nette, indépendamment de la contrepartie sous-jacente.

(c) Principalement présenté dans les revenus des opérations principales, à l'exception des variations de la juste valeur des prêts hypothécaires de BCC, des engagements liés aux prêts accordés avec l'intention de vendre et des engagements d'achat de prêts hypothécaires, qui sont présentés dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.

(d) Les gains/(pertes) réalisés sur les titres disponibles à la vente (AFS) sont inscrits dans les gains/(pertes) sur titres de placement. Les gains/(pertes) non réalisés sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global (OCI). Les gains/(pertes) réalisés et non réalisés sur les titres AFS de niveau 3 n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023.

(e) Les variations de la juste valeur des MSR sont comptabilisées dans les commissions sur les prêts hypothécaires et les revenus connexes.

(f) Les (gains)/pertes réalisés dus à la DVA pour les passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur sont présentés dans les revenus des transactions pour compte propre, et ils n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023. Les

(gains)/pertes non réalisés sont présentés dans les autres éléments du résultat global, et ils étaient de 235 millions de dollars, (50) millions de dollars et (158) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, respectivement.

(g) Les montages de prêts sont inclus dans les achats.

(h) Comprend les actifs et les passifs financiers qui sont arrivés à échéance, qui ont été partiellement ou entièrement remboursés, les incidences des modifications, la déconsolidation associée aux intérêts bénéficiaires dans les VIE et d'autres éléments.

Analyse de niveau 3

Changements dans les bilans consolidés

Le tableau suivant décrit les changements importants apportés aux actifs de niveau 3 depuis le 31 décembre 2024, pour les éléments évalués à la juste valeur sur une base récurrente. Voir la section actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente à la page 192 pour plus d'informations sur les changements ayant un impact sur les éléments évalués à la juste valeur sur une base non récurrente.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Les actifs de niveau 3 s'élevaient à 25,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui reflète une augmentation de 1,3 milliards de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'explique essentiellement par :

- des créances brutes sur dérivés de 474 millions de dollars, résultant de gains et d'achats, en grande partie compensés par des règlements et des transferts nets.
- des prêts non destinés à la négociation de 646 millions de dollars, résultant d'achats et de transferts nets, largement compensés par des règlements.

Voir les sections ci-dessous pour de plus amples informations.

Transferts entre niveaux pour les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 1,2 milliard de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres au total, principalement des prêts de négociation et des titres de participation, en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 904 millions de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, résultant d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,6 milliard de dollars à la fois de créances et de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,3 milliard de dollars de prêts non destinés à la négociation, en raison d'une diminution de l'observabilité.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 1,3 milliard de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres au total, principalement des prêts de négociation, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 1,3 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt et 1,2 milliard de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, résultant d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 2,1 milliards de dollars de créances brutes sur dérivés de titres de participation et 2,7 milliards de dollars de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 2,9 milliards de dollars de dette à long terme, résultant d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 1,0 milliard de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres au total, principalement des prêts de négociation, en raison d'une diminution de l'observabilité.

- 959 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt et 1,1 milliard de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, résultant d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,6 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de titres de participation et 1,7 milliard de dollars de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 816 millions de dollars de prêts non destinés à la négociation, en raison d'une diminution de l'observabilité.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 880 millions de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres au total, principalement des prêts de négociation et des titres de participation, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 1,4 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de titres de participation et 2,0 milliards de dollars de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, résultant d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 863 millions de dollars de dette à long terme, résultant d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 951 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt, résultant d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables, et 2,1 milliards de dollars de dettes brutes sur dérivés de taux d'intérêt, en raison de la transition vers le SOFR à terme pour certaines options de taux d'intérêt.
- 1,5 milliard de dollars de créances brutes sur dérivés de titres de participation et 829 millions de dollars de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,3 milliard de dollars de prêts non destinés à la négociation, en raison d'une diminution de l'observabilité.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 1,1 milliard de dollars d'instruments de dette et de capitaux propres au total, partiellement constitués de prêts de négociation, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 921 millions de dollars de créances brutes sur dérivés de taux d'intérêt, résultant d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 2,3 milliards de dollars de créances brutes sur dérivés de titres de participation et 1,7 milliard de dollars de dettes brutes sur dérivés de titres de participation, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 1,1 milliard de dollars de prêts non destinés à la négociation, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Tous les transferts sont basés sur des changements dans l'observabilité et/ou l'importance des données d'évaluation et sont supposés se produire au début de la période de déclaration trimestrielle au cours de laquelle ils se produisent.

Gains et pertes

Les éléments suivants décrivent les principales composantes du total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés pour les instruments évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023. Ces montants excluent tout effet des activités de gestion des risques de la Société lorsque les instruments financiers sont classés au niveau 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter aux tableaux récapitulatifs des variations des évaluations de la juste valeur récurrentes de niveau 3 aux pages 180-184 pour plus d'informations sur ces instruments.

2025

- 4,6 milliards de dollars de gains nets sur actifs, principalement dus aux gains sur les créances nettes de dérivés de taux d'intérêt et les créances nettes de dérivés de titres de participation, en raison des mouvements de marché.
- 5,7 milliards de dollars de pertes nettes sur passifs, principalement dues aux pertes sur la dette à long terme en raison des mouvements de marché.

2024

- 1,9 milliard de dollars de gains nets sur actifs, principalement dus aux gains sur les créances nettes de dérivés de taux d'intérêt en raison des mouvements de marché et aux gains sur les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus faibles sur des taux plus élevés.
- 1,6 milliard de dollars de pertes nettes sur passifs, principalement dues aux pertes sur la dette à long terme en raison des mouvements de marché.

2023

- 1,8 milliard de dollars de gains nets sur actifs, principalement dus aux gains sur les créances nettes de dérivés de taux d'intérêt en raison des mouvements de marché et aux gains sur les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus faibles sur des taux plus élevés.
- 3,3 milliards de dollars de pertes nettes sur passifs, principalement dues aux pertes sur la dette à long terme en raison des mouvements de marché.

Se reporter à la Note 15 pour de plus amples informations sur les MSR.

Ajustements de crédit et de financement – dérivés

Les dérivés sont généralement évalués à l'aide de modèles qui utilisent comme base des paramètres de marché observables. Ces paramètres de marché ne prennent généralement pas en compte des facteurs tels que le risque de non-exécution de la contrepartie, la qualité de crédit de la Société et les coûts de financement. Par conséquent, il est généralement nécessaire d'apporter des ajustements à l'estimation de base de la juste valeur pour refléter ces facteurs.

La CVA représente l'ajustement, par rapport au taux d'intérêt de référence pertinent, nécessaire pour refléter le risque de non-exécution de la contrepartie. La Société estime la CVA en utilisant une analyse de scénario pour estimer l'exposition positive au crédit attendue sur l'ensemble des positions existantes de la Société avec chaque contrepartie, puis estime les pertes sur la base de la probabilité de défaut et du taux de recouvrement estimé à la suite d'un événement de crédit de la contrepartie en tenant compte des facteurs contractuels conçus pour atténuer l'exposition au crédit de la Société, tels que les garanties et les droits légaux de compensation. Les principaux éléments de cette méthodologie sont (i) la probabilité qu'un événement de défaut se produise pour chaque contrepartie, telle que dérivée des spreads de CDS observés ou estimés ; et (ii) les taux de recouvrement estimés impliqués par les spreads de CDS, ajustés pour prendre en compte les différences de taux de recouvrement en tant que créancier de produits dérivés par rapport à ceux reflétés dans les spreads de CDS, qui reflètent généralement le risque de créancier de premier rang non garanti.

Le FVA représente l'ajustement permettant de refléter l'impact du financement et est comptabilisé lorsqu'il existe des preuves qu'un acteur du marché principal l'incorporerait dans un transfert de l'instrument. Le cadre du FVA de la Société, appliqué aux produits dérivés de gré à gré non garantis (y compris partiellement garantis), intègre des données clés telles que (i) les besoins de financement attendus découlant des positions de la Société avec chaque contrepartie et des accords de garantie ; et (ii) le coût de financement estimé sur le marché principal qui, pour les passifs de dérivés, tient compte du risque de crédit de la Société (DVA).

Pour les dérivés garantis, la juste valeur est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus au taux de swap indexé au jour le jour, compte tenu de l'accord de garantie sous-jacent avec la contrepartie, et par conséquent un FVA distinct n'est pas nécessaire.

Le tableau suivant présente l'impact des ajustements de crédit et de financement sur les revenus des transactions pour compte propre au cours des périodes respectives, à l'exclusion de l'effet de toute activité de couverture associée. Le FVA présenté ci-dessous inclut l'impact de la qualité de crédit propre de la Société sur la valeur initiale des passifs ainsi que l'impact des changements de la qualité de crédit propre de la Société dans le temps.

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Ajustements de crédit et de financement :			
Dérivés CVA	(36)	29	221
Dérivés FVA	(18)	99	114

Ajustements de l'évaluation des passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur

L'évaluation des passifs de la Société pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie nécessite la prise en compte du risque de crédit propre à la Société. La DVA sur les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie reflète les changements (postérieurs à l'émission du passif) de la probabilité de défaut et de la LGD de la Société, qui sont estimés sur la base des changements de l'écart de crédit de la Société observés sur le marché obligataire. Les (gains)/pertes réalisés dus à la DVA pour les passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus des transactions pour compte propre. Les (gains)/pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Se reporter à la page 189 de la présente note et à la note 24 pour de plus amples informations.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente

Les tableaux suivants présentent les actifs et les passifs détenus aux 31 décembre 2025 et 2024, respectivement, pour lesquels des ajustements de juste valeur non récurrents ont été enregistrés au cours des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement, par grande catégorie de produits et par hiérarchie de juste valeur.

	Hiérarchie des justes valeurs			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
Au 31 décembre 2025 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Prêts	-	618	529	1 147
Autres actifs ^(a)	-	8	863	871
Total des actifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	-	626	1 392	2 018
Comptes créditeurs et autres passifs	-	-	5	5
Total des passifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	-	-	5	5

(a) Comprend principalement des titres de participation sans juste valeur facilement déterminable qui ont été ajustés sur la base de changements de prix observables dans des transactions ordonnées d'un investissement identique ou similaire du même émetteur (alternative de mesure). Sur les 863 millions de dollars d'actifs de niveau 3 évalués à la juste valeur sur une base non récurrente au 31 décembre 2025, 721 millions de dollars concernaient des titres de participation ajustés sur la base de l'alternative de mesure. Ces titres de participation sont classés au niveau 3 en raison de la rareté des prix observables et/ou des restrictions sur les actions. Comprend également des dépréciations sur certains investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

	Hiérarchie des justes valeurs			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
Au 31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Prêts	-	738	694	1 432
Autres actifs	-	9	1 048	1 057
Total des actifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	-	747	1 742	2 489
Comptes créditeurs et autres passifs	-	-	-	-
Total des passifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	-	-	-	-

Variations non récurrentes de la juste valeur

Le tableau suivant présente la variation totale de la valeur des actifs et des passifs pour lesquels des ajustements de la juste valeur ont été comptabilisés pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, relatifs aux actifs et aux passifs détenus à ces dates.

Au 31 décembre (en millions)	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Prêts	(151)	(302)	(276)
Autres actifs ^(a)	101	(610)	(789)
Comptes créditeurs et autres passifs	(5)	-	-
Total des gains/(pertes) de juste valeur non récurrents	(55)	(912)	(1 065)

(a) Inclut 122 millions de dollars, (197) millions de dollars et (232) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, respectivement, de gains/(pertes) nets résultant de l'alternative d'évaluation. Comprend également des dépréciations sur certains investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024.

Titres de participation sans juste valeur facilement déterminée

La Société évalue certains titres de participation sans juste valeur facilement déterminable au coût moins la dépréciation (le cas échéant), plus ou moins les variations de prix observables d'un investissement identique ou similaire d'un même émetteur, ces variations étant comptabilisées dans les autres revenus.

Lors de la détermination des nouvelles valeurs comptables suite à des changements de prix observables, la Société peut ajuster les prix si elle le juge nécessaire pour arriver aux justes valeurs estimées par la Société. Ces ajustements peuvent inclure des ajustements pour refléter les différents droits et obligations de titres similaires, et d'autres ajustements qui sont conformes aux techniques d'évaluation de la Société pour les investissements privés directs.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des titres de participation sans juste valeur facilement déterminable détenus aux 31 décembre 2025 et 2024, qui sont évalués selon l'alternative de mesure, ainsi que les ajustements connexes enregistrés au cours des périodes présentées pour ces titres dont les variations de prix sont observables. Ces titres sont inclus dans les tableaux de la juste valeur non récurrente lorsque les changements de prix applicables sont observables.

	2025	2024
En date du ou pour l'année terminée le 31 décembre, (en millions)	\$	\$
Autres actifs		
Valeur comptable ^(a)	4 873	3 737
Variations à la hausse de la valeur comptable ^(b)	224	89
Variations à la baisse de la valeur comptable/dépréciation ^(c)	(102)	(286)

(a) Les valeurs comptables en fin de période reflètent les achats et les ventes cumulés, ainsi que les variations à la hausse ou à la baisse de la valeur comptable.

(b) Les variations cumulées à la hausse de la valeur comptable entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2025 étaient de 1,3 milliard de dollars.

(c) Les variations cumulées à la baisse de la valeur comptable/dépréciation entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2025 étaient de (1,5) milliard de dollars.

La rubrique Autres actifs mentionnée ci-dessus comprend la participation de la Société dans environ 18,6 millions d'actions ordinaires Visa de catégorie B-2 (« actions Visa B-2 »), inscrites dans le portefeuille d'investissements pour compte propre de la Société aux 31 décembre 2025 et 2024.

Les actions Visa B-2 sont soumises à certaines restrictions de transfert et sont convertibles en actions ordinaires Visa de catégorie A (« actions Visa A ») selon un ratio de conversion déterminé, une fois définitivement résolus certains litiges impliquant Visa. Le ratio de conversion des actions Visa B-2 en actions Visa A était de 1,5108 au 31 décembre 2025 et peut être ajusté par Visa en fonction de l'évolution des litiges concernés. L'issue de ces litiges, ainsi que l'effet que leur résolution pourrait avoir sur le ratio de conversion, demeurent inconnus. En conséquence, au 31 décembre 2025, il existe une incertitude significative quant à la date à laquelle les restrictions de transfert des actions Visa B-2 pourraient être levées et quant au ratio de conversion final applicable aux actions Visa B-2. En raison de ces éléments, ainsi que des différences de droits de vote, les actions Visa B-2 ne sont pas considérées comme similaires aux actions Visa A et sont comptabilisées à leur valeur comptable nominale reportée.

Le 13 février 2026, Visa Inc. (« Visa ») a annoncé que son conseil d'administration avait autorisé Visa à procéder à une offre d'échange successive concernant les actions ordinaires de catégorie B en circulation de Visa, selon les modalités, conditions et calendrier décrits dans les informations publiées par Visa. Le calendrier et la probabilité de toute future offre d'échange dépendent de mesures prises par Visa et d'autres facteurs échappant au contrôle de la Société.

Par ailleurs, dans le cadre de ventes d'actions Visa B réalisées avant 2024, la Société a conclu des instruments dérivés avec les acquéreurs de ces actions, aux termes desquels la Société conserve le risque lié aux variations du ratio de conversion. Selon les modalités de ces instruments dérivés, la Société : (a) effectuera ou recevra des paiements fondés sur les variations ultérieures du ratio de conversion ; et (b) effectuera des paiements d'intérêts périodiques aux acquéreurs des actions Visa B. Les paiements au titre de ces instruments dérivés se poursuivront tant que les actions Visa B-2 associées aux actions Visa B précédemment vendues resteront soumises à des restrictions de transfert. Les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie fondée sur l'estimation par la Société du calendrier et de l'ampleur du règlement définitif des litiges concernés. Ces instruments dérivés sont enregistrés dans les passifs de négociation, et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres produits. Le montant notionnel des actions associées à ces instruments dérivés a été ajusté à la suite de l'offre d'échange Visa de 2024. Au 31 décembre 2025, la Société détenait des instruments dérivés associés à 11,6 millions d'actions Visa B-2 liées à des ventes d'actions Visa B réalisées avant 2024, lesquelles sont toutes soumises à des modalités et conditions similaires.

Informations supplémentaires sur la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés

Les normes comptables américaines (U.S. GAAP) exigent la publication de la juste valeur estimée de certains instruments financiers, lesquels figurent dans le tableau suivant. Toutefois, ce tableau n'inclut pas d'autres éléments, tels que les actifs non financiers, les actifs incorporels, certains instruments financiers et les relations clients. Selon la direction, ces éléments, pris dans leur ensemble, apportent une valeur significative à JPMorganChase.

Instruments financiers dont la valeur comptable est proche de la juste valeur

Certains instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés sont comptabilisés à des montants qui se rapprochent de la juste valeur, en raison de leur nature à court terme et du risque de crédit généralement négligeable. Ces instruments comprennent la trésorerie et les créances sur les banques, les dépôts auprès des banques, les fonds fédéraux vendus, les titres achetés en vertu de contrats de revente et les titres empruntés, les créances à court terme et les intérêts courus à recevoir, les emprunts à court terme, les fonds fédéraux achetés, les titres prêtés et vendus en vertu de contrats de rachat, les comptes créditeurs et les charges à payer. En outre, les GAAP US exigent que la juste valeur des passifs de dépôt sans échéance déclarée (c'est-à-dire les dépôts à vue, les dépôts d'épargne et certains dépôts sur le marché monétaire) soit égale à leur valeur comptable ; la reconnaissance de la valeur de financement inhérente à ces instruments n'est pas autorisée.

Le tableau suivant présente, par classification selon la hiérarchie des justes valeurs, les valeurs comptables et les justes valeurs estimées aux 31 décembre 2025 et 2024, des actifs et passifs financiers, à l'exclusion des instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur de façon récurrente, et leur classification dans la hiérarchie des justes valeurs.

(En milliards)	31 décembre 2025					31 décembre 2024				
	Hiérarchie des justes valeurs estimée					Hiérarchie des justes valeurs estimée				
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers										
Liquidités et créances sur les banques	21,7	21,7	-	-	21,7	23,4	23,4	-	-	23,4
Dépôts auprès des banques	321,6	321,6	-	-	321,6	445,9	445,8	0,1	-	445,9
Intérêts courus et comptes à recevoir	111,1	-	111,0	0,1	111,1	101,1	-	101,0	0,1	101,1
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre d'accords de revente	9,4	-	9,4	-	9,4	8,2	-	8,2	-	8,2
Titres empruntés	188,1	-	188,1	-	188,1	135,6	-	135,6	-	135,6
Titres de placement, détenus jusqu'à leur échéance	270,1	126,4	126,9	-	253,3	274,5	97,4	150,5	-	247,9
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes ^(a)	1 397,1	-	314,6	1 089,2	1 403,8	1 282,3	-	268,7	1 007,8	1 276,5
Autres	93,0	-	91,7	1,5	93,2	82,7	-	81,3	1,6	82,9
Passifs financiers										
Dépôts	2 538,4	-	2 538,8	-	2 538,8	2 372,3	-	2 372,5	-	2 372,9
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de rachat	82,2	-	82,2	-	82,2	70,5	-	70,5	-	70,5
Emprunts à court terme	32,3	-	32,3	-	32,3	26,4	-	26,3	-	26,3
Comptes créditeurs et autres passifs ^(b)	262,6	-	248,7	13,0	261,7	232,8	-	219,6	12,6	232,2
Intérêts bénéficiaires émis par les VIE consolidées	27,9	-	28,0	-	28,0	27,3	-	27,4	-	27,4
Dettes à long terme	300,0	-	253,0	52,1	305,1	300,1	-	251,2	50,7	301,9

(a) La juste valeur est généralement estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisé qui intègre les caractéristiques des prêts sous-jacents (notamment le principal, le taux d'intérêt contractuel et les frais contractuels) et d'autres données clés, notamment les pertes de crédit attendues sur la durée de vie, les taux d'intérêt, les taux de remboursement anticipé et les spreads du marché primaire ou secondaire. Pour certains prêts, la juste valeur est mesurée sur la base de la valeur de la garantie sous-jacente. La valeur comptable du prêt tient compte de la provision pour pertes sur prêts, qui représente les pertes de crédit prévues du prêt sur sa durée de vie restante prévue. La différence entre la juste valeur estimée et la valeur comptable d'un prêt est généralement attribuable aux variations des taux d'intérêt du marché, y compris les écarts de crédit, les primes de liquidité du marché et d'autres facteurs qui influent sur la juste valeur d'un prêt mais pas sur sa valeur comptable.

(b) Exclut les engagements liés aux activités de prêt présentés dans le tableau ci-dessous.

La majorité des engagements liés aux prêts de la Société ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur de façon récurrente dans les bilans consolidés. La valeur comptable et la juste valeur estimée de ces engagements liés aux prêts de gros étaient les suivantes pour les périodes indiquées.

	31 décembre 2021					31 décembre 2020				
	Hiérarchie de la juste valeur estimée					Hiérarchie de la juste valeur estimée				
	Valeur comptable ^{(a)/(b)}	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée	Valeur comptable ^{(a)/(b)}	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée
(En milliards)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Engagements liés aux prêts de gros	3,2	-	-	4,5	4,5	2,7	-	-	4,4	4,4

(a) Exclut les valeurs comptables actuelles du passif de garantie et de l'actif compensatoire, chacun étant comptabilisé à sa juste valeur au début des garanties.
(b) Comprend la provision de gros pour les engagements liés aux prêts.

La Société n'estime pas la juste valeur des engagements liés à des prêts à la consommation hors bilan. Dans de nombreux cas, la Société peut réduire ou annuler ces engagements en donnant un préavis à l'emprunteur ou, dans certains cas autorisés par la loi, sans préavis. Se reporter à la page 176 de la présente Note pour une analyse plus approfondie de l'évaluation des engagements liés aux prêts.

Note 3 – Option de la juste valeur

L'option de la juste valeur permet de choisir la juste valeur comme alternative de mesure pour certains actifs financiers, passifs financiers, engagements fermes non comptabilisés et engagements de prêts écrits.

La Société a choisi d'évaluer certains instruments à la juste valeur pour plusieurs raisons, notamment pour atténuer la volatilité du compte de résultat causée par les différences entre la base d'évaluation des instruments choisis (par exemple, certains instruments qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice) et les accords de gestion des risques associés qui sont comptabilisés à la juste valeur, ainsi que pour mieux refléter les instruments qui sont gérés à la juste valeur.

Le choix de la juste valeur par la Société inclut les instruments suivants :

- Les prêts achetés ou émis dans le cadre d'une activité « d'entrepôt » de titrisation, soumis à la comptabilité de séparation, ou gérés sur la base de la juste valeur, y compris les engagements liés aux prêts.
- Certains accords de financement de titres
- Les intérêts bénéficiaires détenus dans les actifs financiers titrisés qui contiennent des dérivés de crédit incorporés, qui devraient autrement être comptabilisés séparément comme un instrument dérivé.
- Les obligations structurées, qui sont principalement des instruments financiers contenant des dérivés incorporés, émis ou négociés dans le cadre d'activités axées sur les clients.
- Certains intérêts bénéficiaires à long terme émis par les fiducies de titrisation consolidées de CIB, dont les actifs sous-jacents sont comptabilisés à leur juste valeur.

Variations de la juste valeur dans le cadre de l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur incluses dans les comptes de résultat consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Les informations sur le résultat présentées ci-dessous comprennent uniquement les instruments financiers qui ont été choisis pour être évalués à la juste valeur ; les instruments de gestion des risques connexes, qui doivent être évalués à la juste valeur, ne sont pas inclus dans le tableau.

	2025			2024			2023		
	Transactions pour compte propre	Tous les autres revenus	Total variations de la JV enregistrées ^(e)	Transactions pour compte propre	Tous les autres revenus	Total variations de la JV enregistrées ^(e)	Transactions pour compte propre	Tous les autres revenus	Total variations de la JV enregistrées ^(e)
31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre d'accords de revente	161	-	161	144	-	144	300	-	300
Titres empruntés	(3)	-	(3)	347	-	347	164	-	164
Actifs de transaction :									
Titres d'emprunt et de participation, sauf prêts	3 020	-	3 020	7 205	-	7 205	3 656	-	3 656
Prêts déclarés comme actifs de transaction :									
Variations du risque de crédit spécifique à l'instrument	9	-	(9)	346	-	346	248	-	248
Autres variations de la JV ^(a)	14	20 ^(d)	34	9	10 ^(d)	19	3	(5) ^(d)	8
Prêts :									
Variations du risque de crédit spécifique à l'instrument	541	-	541	517	(6) ^(d)	511	322	(4) ^(d)	318
Autres variations de la JV	463	782 ^(c)	1 245	75	371 ^(d)	446	427	216 ^(c)	643
Autres actifs	47	(3) ^(d)	44	63	-	63	282	(4) ^(d)	278
Dépôts ^(a)	(1 839)	-	(1 839)	(3 398)	-	(3 398)	(2 582)	-	(2 582)
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de rachat	(26)	-	(26)	(12)	-	(12)	(121)	-	(121)
Emprunts à court terme ^(a)	(1 405)	-	(1 405)	(922)	-	(922)	(567)	-	(567)
Passifs de transaction	31	-	(31)	(1)	-	(1)	(24)	-	(24)
Autres passifs	(5)	-	(5)	(11)	-	(11)	(16)	-	(16)
Dettes à long terme ^{(a)(b)}	(7 112)	(4) ^{(d)(d)}	(7 116)	(2 711)	(6) ^{(c)(d)}	(2 717)	(5 875)	(78) ^{(c)(d)}	(5 953)

(a) Les gains/(pertes) latents dus au risque de crédit spécifique à l'instrument (DVA) pour les passifs pour lesquels l'option de juste valeur a été choisie sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (OCI), tandis que les gains/(pertes) réalisés sont comptabilisés dans les revenus des opérations principales. Les gains/(pertes) réalisés liés au risque de crédit spécifique à l'instrument, comptabilisés dans les revenus des opérations principales, n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023.

(b) La dette à long terme évaluée à la juste valeur concerne principalement des obligations structurées. Bien que le risque associé à ces obligations structurées soit géré activement, les gains/(pertes) présentés dans ce tableau n'incluent pas l'impact sur le compte de résultat des instruments de gestion des risques utilisés pour gérer ce risque.

(c) Comptabilisé dans les frais d'hypothèque et les revenus connexes.

(d) Comptabilisé dans les autres revenus.

(e) Les variations de juste valeur excluent les intérêts contractuels, lesquels sont inclus dans les produits d'intérêts et les charges d'intérêts pour tous les instruments, à l'exception de certains instruments financiers hybrides au sein de CIB. Voir la note 7 pour plus d'informations concernant les produits et charges d'intérêts.

Détermination du risque de crédit spécifique à l'instrument pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie.

Les paragraphes suivants décrivent comment les gains et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit spécifique à un instrument ont été déterminés.

- Prêts et engagements liés à des prêts : pour les instruments à taux variable, toutes les variations de valeur sont attribuées au risque de crédit spécifique à l'instrument. Pour les instruments à taux fixe, une répartition des variations de valeur de la période est effectuée entre les variations de valeur liées au taux d'intérêt et celles liées au crédit. Les affectations sont généralement basées sur une analyse de l'écart de crédit spécifique à l'emprunteur et des informations sur le recouvrement, lorsqu'elles sont disponibles, ou sur une comparaison avec des entités ou des secteurs similaires.
- La dette à long terme : les changements de valeur attribuables au risque de crédit spécifique à l'instrument découlent principalement des changements observables dans l'écart de crédit de la Société tel qu'observé sur le marché obligataire.
- Accords de financement de titres : en général, pour ces types d'accords, il est exigé que des garanties soient maintenues avec une valeur marchande égale ou supérieure au montant principal prêté ; par conséquent, il n'y aurait aucun ajustement ou un ajustement négligeable pour le risque de crédit spécifique à l'instrument lié à ces accords.

Différence entre la juste valeur totale et le solde global du capital contractuel restant dû

Le tableau suivant présente la différence entre la juste valeur totale et le solde contractuel total du principal restant dû au 31 décembre 2025 et 2024, pour les prêts, la dette à long terme et les intérêts bénéficiaires à long terme pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie.

	2025			2024		
	Capital contractuel impayé	Juste valeur	Juste valeur sur/(sous) capital contractuel impayé	Capital contractuel impayé	Juste valeur	Juste valeur sur/(sous) capital contractuel impayé
31 décembre, (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prêts						
Prêts non comptabilisés						
Prêts comptabilisés comme actifs détenus à des fins de transaction	3 443	545	(2 898)	3 429	464	(2 965)
Prêts	1 994	1 518	(476)	1 711	1 492	(219)
Sous-total	5 437	2 063	(3 374)	5 140	1 956	(3 184)
Dus depuis 90 jours ou plus et garantis par l'Etat						
Prêts ^(a)	152	144	(8)	50	45	(5)
Tous les autres prêts performants^(b)						
Prêts comptabilisés comme actifs détenus à des fins de transaction	14 852	12 380	(2 472)	12 171	10 852	(1 319)
Prêts ^(c)	68 802	69 022	220	40 342	39 813	(529)
Sous-total	83 654	81 402	(2 252)	52 513	50 665	(1 848)
Total des prêts	89 243	83 609	(5 634)	57 703	52 666	(5 037)
Dette à long terme						
Dette protégée par le capital	73 984 ^(e)	63 770	(10 214)	57 414 ^(e)	47 780	(9 634)
Dette non protégée par le capital ^(d)	N/A	70 789	N/A	N/A	53 000	N/A
Total dette à long terme	N/A	134 559	N/A	N/A	100 780	N/A
Intérêts bénéficiaires à long terme						
Dette non protégée par le capital ^(d)	N/A	5	N/A	N/A	1	N/A
Total intérêts bénéficiaires à long terme	N/A	5	N/A	N/A	1	N/A

(a) Ces soldes sont exclus des prêts non comptabilisés car les prêts sont assurés et/ou garantis par des agences gouvernementales américaines.

(b) Il n'y avait aucun prêt productif en souffrance depuis quatre-vingt-dix jours ou plus aux 31 décembre 2025 et 2024.

(c) Comprend les prêts assurés et/ou garantis par des agences gouvernementales américaines dont le retard de paiement est inférieur à 90 jours.

(d) Le capital contractuel restant ne s'applique pas aux obligations structurées non protégées par le capital et aux intérêts bénéficiaires à long terme. Contrairement aux obligations structurées protégées par le capital et aux intérêts bénéficiaires à long terme, pour lesquels la Société est obligée de rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, les obligations structurées non protégées par le capital et les intérêts bénéficiaires à long terme n'obligent pas la Société à rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, mais, pour les obligations structurées, à rembourser un montant basé sur la performance d'une variable sous-jacente ou d'un élément dérivé intégré dans l'obligation. Toutefois, les investisseurs sont exposés au risque de crédit de la Société en tant qu'émetteur, tant pour les obligations non protégées par un capital que pour les obligations protégées par un capital.

(e) Lorsque la Société émet des obligations à coupon zéro ou à escompte protégées par le capital, le solde reflète le paiement du capital contractuel à l'échéance ou, le cas échéant, le paiement du capital contractuel à la prochaine date de remboursement de la Société.

Au 31 décembre 2025 et 2024, le montant contractuel des engagements liés à des prêts pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie était de 18,9 milliards de dollars et de 12,2 milliards de dollars, respectivement, avec une juste valeur correspondante de 42 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement. Se reporter à la Note 28 pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers hors bilan liés aux prêts.

Produits d'obligations structurées par classification du bilan et composante de risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des obligations structurées, par classification du bilan et par type de risque principal.

(En millions)	31 décembre 2025				31 décembre 2024			
	Dettes à long terme	Emprunt à court terme	Dépôts	Total	Dettes à long terme	Emprunt à court terme	Dépôts	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exposition au risque								
Taux d'intérêt	61 398	3 273	17 184	81 855	46 220	1 065	28 871	76 156
Crédit	8 677	817	-	9 494	6 213	1 242	-	7 455
Taux de change	2 617	606	448	3 671	2 309	1 058	416	3 783
Capitaux propres	55 890	9 978	3 095	68 963	44 149	7 881	2 986	55 016
Matières premières	828	154	- (a)	982	1 331	62	1 (a)	1 394
Total obligations structurées	129 410	14 828	20 727	164 965	100 222	11 308	32 274	143 804

(a) Ne comprend pas les dépôts liés aux métaux précieux pour lesquels l'option de la juste valeur n'a pas été choisie, soit 2,8 milliards de dollars et 869 millions de dollars pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et 2024, respectivement.

Note 4 – Concentrations de risque de crédit

Des concentrations de risque de crédit se produisent lorsqu'un certain nombre de clients, de contreparties ou de consommateurs sont engagés dans des activités commerciales similaires ou dans la même région géographique, ou lorsqu'ils présentent des caractéristiques économiques similaires qui feraient que leur capacité à remplir leurs obligations contractuelles serait affectée de manière similaire par des changements dans les conditions économiques.

JPMorgan Chase surveille régulièrement divers segments de ses portefeuilles de crédit afin d'évaluer les concentrations potentielles de risques de crédit et d'obtenir des garanties supplémentaires lorsque cela est jugé nécessaire et autorisé par les accords de la Société. La direction est fortement impliquée dans le processus d'approbation et d'examen des crédits, et les niveaux de risque sont ajustés en fonction des besoins pour refléter l'appétence au risque de la Société.

Dans le portefeuille de crédit à la consommation de la Société, les concentrations sont gérées principalement par produit et par région géographique aux Etats-Unis, avec un accent particulier sur les tendances et les concentrations au niveau du portefeuille, où les concentrations potentielles de risque de crédit peuvent être corrigées par des changements dans les politiques de souscription et les directives du portefeuille. Voir la note 12 pour de plus amples informations sur la composition géographique des portefeuilles de prêts à la consommation de la Société. Dans le portefeuille de gros, les concentrations de risque de crédit sont évaluées principalement par secteur d'activité et surveillées régulièrement à la fois au niveau du portefeuille global et au niveau de chaque client ou contrepartie.

L'exposition de gros de la Société est gérée par des syndicats de prêts et les participations, des ventes de prêts, des titrisations, des dérivés de crédit, des accords-cadres de compensation, des garanties et d'autres techniques de réduction des risques. Se reporter à la Note 12 pour des informations supplémentaires sur les prêts.

La Société ne pense pas que son exposition à un produit de prêt ou à un secteur d'activité particulier entraîne une concentration significative du risque de crédit.

Les conditions des produits de prêt et la couverture de la garantie sont incluses dans l'évaluation de la société lors de l'octroi de crédit et de l'établissement de sa provision pour pertes sur prêts. Pour plus d'informations sur la provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 13.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au crédit à la consommation et au crédit de gros, tant au bilan que hors bilan, par les trois segments du portefeuille de crédit de la Société au 31 décembre 2025 et 2024. La catégorie de risque du secteur du commerce de gros est généralement basée sur l'activité commerciale principale du client ou de la contrepartie.

	2025				2024			
	Exposition de crédit ^(h)	Au bilan			Exposition de crédit ^(h)	Au bilan		
		Prêts	Dérivés	Hors bilan ⁽ⁱ⁾		Prêts	Dérivés	Hors bilan ⁽ⁱ⁾
31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Consommateurs, sauf cartes de crédit	445 845	402 258	-	43 587	437 654	392 810	-	44 844
Carte de crédit^(a)	1 425 563	247 797	-	1 177 766 (j)	1 234 171	232 860	-	1 001 311
Total liés aux consommateurs(a)	1 871 408	650 055	-	1 221 353	1 671 825	625 670	-	1 046 155
Vente de gros^(b)								
Immobilier	224 858	174 177	477	50 204	207 050	169 506	310	37 234
Particuliers et entités individuelles ^(c)	167 700	154 674	1 079	11 947	144 145	130 317	1 259	12 569
Gestionnaires d'actifs	152 848	73 660	14 715	64 473	135 541	58 720	15 695	61 126
Consommateurs et détaillants	133 945	49 113	2 235	82 597	129 815	46 509	1 608	81 698
Technologie, médias et télécommunications	97 816	26 005	1 986	69 825	84 716	21 449	2 448	60 819
Industriels	80 606	26 128	1 146	53 332	72 530	24 011	2 035	46 484
Banques et sociétés financières	75 653	54 841	2 697	18 115	61 287	40 239	3 890	17 158
Santé	72 218	21 849	807	49 562	64 224	23 243	616	40 365
Services publics	39 005	6 565	2 585	29 855	35 871	6 172	2 631	27 068
Pétrole et gaz	36 497	8 668	524	27 305	31 724	7 226	1 153	23 345
Automobile	35 984	17 303	192	18 489	34 336	17 696	794	15 846
Administrations régionales et locales ^(d)	32 484	16 931	523	15 030	35 039	19 279	372	15 388
Assurance	25 031	3 202	8 532	13 297	24 267	2 533	9 703	12 031
Produits chimiques et plastiques	23 790	6 479	350	16 961	20 782	6 176	267	14 339
Transports	20 861	5 693	1 027	14 141	17 019	5 380	769	10 870
Métaux et mines	17 767	4 828	1 587	11 352	15 860	4 425	564	10 871
Gouvernement central	15 164	6 474	4 514	4 176	13 862	4 715	6 285	2 862
Sociétés de courtage	7 966	1 115	3 051	3 800	9 443	1 878	3 197	4 368
Infrastructures des marchés financiers	5 734	66	3 543	2 125	4 446	16	2 410	2 020
Tous les autres ^(e)	180 171	134 596	6 207	39 368	140 873	100 906	4 961	35 006
Sous-total	1 446 098	792 367	57 777	595 954	1 282 830	690 396	60 967	531 467
Prêts détenus en vue de la vente et prêts à la juste valeur	51 007	51 007	-	-	31 922	31 922	-	-
Dettes consommateurs ^(f)	47 336	-	-	-	51 929	-	-	-
Total des ventes en gros	1 544 441	843 374	57 777	595 954	1 366 681	722 318	60 967	531 467
Total exposition^(g)	3 415 849	1 493 429	57 777	1 817 307	3 038 506	1 347 988	60 967	1 577 622

(a) Comprend également les engagements liés aux prêts sur cartes de commerciales, principalement au sein de la division CIB.

(b) Les classements sectoriels présentés dans le tableau au 31 décembre 2024 sont basés sur les classements sectoriels des expositions correspondantes au 31 décembre 2025, et non sur les classements réels de ces expositions au 31 décembre 2024.

(c) Le segment « Particuliers et entités individuelles » comprend principalement les clients de Global Private Bank au sein d'AWM et de J.P. Morgan Wealth Management au sein de CCB, et inclut des expositions à des sociétés d'investissement personnelles ainsi qu'aux fiducies personnelles et testamentaires.

(d) En plus de l'exposition au risque de crédit envers les Etats et les gouvernements municipaux (américains et non américains) au 31 décembre 2025 et 2024, mentionnée ci-dessus, la Société détenait : 6,1 milliards de dollars d'actifs de transaction à ces deux dates ; respectivement 20,2 milliards de dollars et 17,9 milliards de dollars de titres disponibles à la vente ; et respectivement 8,6 milliards de dollars et 9,3 milliards de dollars de titres détenus jusqu'à leur échéance, émis par des gouvernements d'Etats et des collectivités locales américains. Pour plus d'informations, se reporter aux notes 2 et 10.

(e) Tous les autres comprennent : les SPE et les organisations privées d'éducation et civiques, représentant respectivement environ 95 % et 5 % au 31 décembre 2025 et 94 % et 6 % au 31 décembre 2024. Se reporter à la note 14 pour plus d'informations sur les expositions aux SPE.

(f) Les créances sur les clients reflètent les prêts sur marge détenus à des fins d'investissement pour les clients de courtage de CIB, CCB et AWM, qui sont garantis par des actifs conservés dans les comptes de courtage des clients (par exemple, liquidités en dépôt, des titres de créance ou de participation liquides et facilement négociables).

(g) Ne comprend pas les liquidités placées auprès de banques, d'un montant de 333,8 milliards de dollars et 459,2 milliards de dollars, respectivement au 31 décembre 2025 et 2024, qui sont principalement placées auprès de diverses banques centrales, principalement les banques de la Réserve fédérale.

(h) L'exposition au crédit est nette des participations au risque et exclut l'avantage des dérivés de crédit utilisés dans les activités de gestion de portefeuille de crédit détenus contre des créances ou des prêts de dérivés et des titres liquides et autres garanties en espèces détenus contre des créances de dérivés.

(i) Représente les instruments financiers liés aux prêts.

(j) Le 7 janvier 2026, JPMorgan Chase a annoncé que Chase deviendrait le nouvel émetteur de l'Apple Card. La Société a conclu, le 30 décembre 2025, un engagement d'achat à terme en vue d'acquiescer le portefeuille de cartes de crédit Apple, la clôture de la transaction étant prévue dans environ 24 mois (la « transaction Apple Card »). Au 31 décembre 2025, ce montant inclut l'exposition totale estimée au risque de crédit liée à la transaction Apple Card à la date prévue de clôture de la transaction, soit environ 104 milliards de dollars, dont environ 23 milliards de dollars de prêts estimés déjà utilisés.

Note 5 – Instruments dérivés

Les contrats dérivés tirent leur valeur des prix des actifs sous-jacents, des indices, des taux de référence, d'autres données ou d'une combinaison de ces facteurs et peuvent exposer les contreparties aux risques et aux avantages d'un actif ou d'un passif sous-jacent sans avoir à investir initialement dans, à posséder ou à échanger l'actif ou le passif. JPMorgan Chase commercialise des produits dérivés pour ses clients et utilise également des produits dérivés pour couvrir ou gérer ses propres risques. La plupart des produits dérivés de la Société sont conclus à des fins de tenue de marché ou de gestion des risques.

Produits dérivés de tenue de marché

La majorité des produits dérivés de la Société sont conclus à des fins de tenue de marché. Les clients utilisent les produits dérivés pour atténuer ou modifier les risques liés aux taux d'intérêt, au crédit, de change, d'actions et aux matières premières. La Société gère activement les risques liés à son exposition à ces produits dérivés en concluant d'autres contrats dérivés ou en achetant ou en vendant d'autres instruments financiers qui compensent partiellement ou totalement l'exposition aux dérivés des clients.

Dérivés de gestion des risques

La Société gère certaines expositions aux risques de marché et de crédit en utilisant des instruments dérivés, y compris des dérivés dans des relations de comptabilité de couverture et d'autres dérivés qui sont utilisés pour gérer les risques associés à des actifs et passifs spécifiques.

La Société utilise généralement des dérivés de taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux variations des taux d'intérêt. Les actifs et les passifs à taux fixe s'apprécient ou se déprécient en valeur de marché en fonction des variations des taux d'intérêt. De même, les produits et les charges d'intérêt augmentent ou diminuent en raison de l'ajustement des actifs et des passifs à taux variable aux taux actuels du marché, et en raison du remboursement et de la création ou de l'émission ultérieure d'actifs et de passifs à taux fixe aux taux actuels du marché. Les gains et les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs et passifs devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les dérivés sur devises sont utilisés pour gérer le risque de change associé à certains actifs et passifs libellés en devises étrangères (c'est-à-dire autres que le dollar américain) et aux transactions prévues, ainsi qu'aux investissements nets de la Société dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain. En raison des fluctuations des devises étrangères, les valeurs équivalentes en dollars américains des actifs et passifs libellés en devises étrangères ou des revenus ou dépenses prévus augmentent ou diminuent. Les gains ou les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs ou passifs libellés en devises étrangères, ou aux transactions prévues, devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les dérivés sur matières premières sont utilisés pour gérer le risque de prix de certains stocks de matières premières. Les gains ou les pertes sur ces instruments dérivés devraient compenser en grande partie la dépréciation ou l'appréciation des stocks correspondants.

Les dérivés de crédit sont utilisés pour gérer le risque de crédit de la contrepartie associé aux prêts et aux engagements liés aux prêts. Les dérivés de crédit dédommagent l'acheteur lorsque l'entité référencée dans le contrat subit un incident de crédit, tel qu'une faillite ou un défaut de paiement d'une obligation à l'échéance. Les dérivés de crédit consistent principalement en des CDS. Voir la section Dérivés de crédit aux pages 215-217 de la présente Note pour une analyse plus approfondie des dérivés de crédit.

Se reporter au tableau des gains et pertes sur les dérivés de gestion des risques à la page 214 de la présente Note, et aux tableaux des gains et pertes sur la comptabilité de couverture aux pages 211-214 de la présente Note pour plus d'informations sur les dérivés de gestion des risques.

Contreparties des produits dérivés et types de règlement

La Société conclut des dérivés de gré à gré, qui sont négociés et réglés bilatéralement avec la contrepartie du dérivé. La Société conclut également, en tant que client, certains ETD (contrat à terme négocié en bourse) tels que des contrats à terme et des options, ainsi que des contrats dérivés compensés de gré à gré avec des contreparties centrales. Les contrats ETD sont généralement des contrats standardisés négociés sur une bourse et compensés par la CCP, qui est la contrepartie de la Société dès le début des transactions. Les produits dérivés compensés de gré à gré sont négociés sur une base bilatérale et ensuite novés à la CCP pour compensation.

Services de compensation de produits dérivés

La Société fournit des services de compensation à des clients pour lesquels la Société agit en tant que membre compensateur auprès de certaines bourses et chambres de compensation. La Société ne reflète pas les contrats dérivés des clients dans ses états financiers consolidés. Se reporter à la Note 28 pour plus d'informations sur les services de compensation de la Société.

Comptabilisation des dérivés

Tous les produits dérivés autonomes que la Société exécute pour son propre compte doivent être enregistrés dans les bilans consolidés à leur juste valeur.

Comme l'autorisent les GAAP US, la Société compense les actifs et les passifs dérivés, ainsi que les créances et les dettes liées aux garanties en espèces liées, lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire entre la Société et la contrepartie du dérivé. Voir la note 1 pour plus de détails sur la compensation des actifs et des passifs. La comptabilisation des changements de valeur d'un dérivé dépend de la désignation de la transaction et de son éligibilité à la comptabilité de couverture. Les dérivés qui ne sont pas désignés comme des couvertures sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur par le biais des résultats. Les tableaux figurant aux pages 206 à 214 de la présente note fournissent des informations supplémentaires sur le montant et la présentation des actifs, passifs, gains et pertes liés aux dérivés. Se reporter aux notes 2 et 3 pour une analyse plus approfondie des dérivés incorporés dans les obligations structurées.

Dérivés désignés comme instruments de couverture

La Société applique la comptabilité de couverture à certains dérivés exécutés à des fins de gestion des risques - généralement des dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières. Cependant, JPMorgan Chase ne cherche pas à appliquer la comptabilité de couverture à tous les dérivés impliqués dans les activités de gestion des risques de la Société. Par exemple, la Société n'applique pas la comptabilité de couverture aux CDS achetés, utilisés pour gérer le risque de crédit des prêts et des engagements liés aux prêts, en raison des difficultés à qualifier ces contrats de couvertures. Pour la même raison, la Société n'applique pas la comptabilité de couverture à certains dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières utilisés à des fins de gestion des risques.

Pour pouvoir bénéficier de la comptabilité de couverture, un dérivé doit être très efficace pour réduire le risque associé à l'exposition couverte. En outre, pour qu'un dérivé soit désigné comme une couverture, l'objectif et la stratégie de gestion des risques doivent être documentés. La documentation relative à la couverture doit identifier l'instrument dérivé de couverture, l'actif ou le passif ou la transaction prévue et le type de risque à couvrir, ainsi que la manière dont l'efficacité du dérivé est évaluée de manière prospective et rétrospective. Pour évaluer l'efficacité, la Société utilise des méthodes statistiques telles que l'analyse de régression, des méthodes non statistiques telles que la comparaison en dollars de la variation de la juste valeur du dérivé avec la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert, ainsi que des comparaisons qualitatives des conditions critiques et l'évaluation de toute modification de ces conditions. La mesure dans laquelle un dérivé a été, et devrait continuer à être, très efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert doit être évaluée et documentée au moins une fois par trimestre. S'il est déterminé qu'un dérivé n'est pas très efficace pour couvrir l'exposition désignée, la comptabilité de couverture est abandonnée.

Il existe trois types de désignation de comptabilité de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'investissement net. JPMorgan Chase utilise les couvertures de juste valeur principalement pour couvrir la dette à long terme à taux fixe, les titres disponibles à la vente et certains stocks de matières premières. Pour les couvertures de juste valeur qualifiées, les variations de la juste valeur du dérivé et de la valeur de l'élément couvert pour le risque couvert sont comptabilisées dans les résultats. Certains montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et comptabilisés en résultat sur la durée de vie du dérivé. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de l'élément couvert continue d'être comptabilisé comme faisant partie de la base de l'élément couvert et, pour les couvertures de taux d'intérêt de référence, est amorti dans les bénéfices en tant qu'ajustement du rendement. Les montants dérivés affectant les bénéfices sont comptabilisés conformément à la classification de l'élément couvert - principalement le revenu net d'intérêts et le revenu des transactions pour compte propre.

La Société utilise la méthode de couverture par couche de portefeuille afin de gérer le risque de taux d'intérêt des portefeuilles d'actifs à taux fixe. Pendant toute la durée de vie de la couverture ouverte, les ajustements de base sont maintenus au niveau du portefeuille et ne sont attribués à des actifs individuels que dans certaines circonstances. Cela inclut les cas où le montant du portefeuille devient inférieur aux montants des couches couvertes, ou en cas de cessation volontaire de la désignation de couverture.

JPMorgan Chase utilise des couvertures de flux de trésorerie principalement pour couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie prévus pour les actifs et les passifs à taux variable et les produits et charges libellés en devises étrangères. Pour les couvertures de flux de trésorerie admissibles, les variations de la juste valeur du produit dérivé sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global et comptabilisées dans le résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Les montants des dérivés qui influent sur les résultats sont comptabilisés conformément au classement de l'élément couvert - principalement le revenu hors intérêts, le revenu net d'intérêts et la charge de rémunération. Si la relation de couverture prend fin, la variation de la valeur du dérivé comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les résultats lorsque les flux de trésorerie qui étaient couverts influent sur les résultats. Pour les relations de couverture qui sont interrompues parce que l'on s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se produise pas conformément aux prévisions initiales de la couverture, toute valeur de dérivé connexe enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat global est immédiatement comptabilisée en résultat.

JPMorgan Chase utilise des couvertures d'investissement net pour protéger la valeur des investissements nets de la Société dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain. Pour les couvertures d'investissement net qualifiées, les variations de la juste valeur des dérivés dues aux variations des taux de change au comptant sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global en tant qu'écarts de conversion. Les montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont comptabilisés directement en résultat.

Le tableau suivant présente les principales utilisations des dérivés par la Société et la désignation de la comptabilité de couverture ou la catégorie de divulgation correspondante.

Type de dérivés	Utilisation du dérivé	Désignation et divulgation	Segment ou unité affectée	Référence de page
Gérer les expositions au risque spécifiquement identifiées dans les relations de comptabilité de couverture qualifiée :				
• Taux d'intérêt	Couverture des actifs et passifs à taux fixe	Couverture de la JV	Entreprise	211-212
• Taux d'intérêt	Couverture des actifs et passifs à taux variables	Couverture de flux trésor	Entreprise	213
• Taux de change	Couverture des actifs et passifs libellés en devises	Couverture de la JV	Entreprise	211-212
• Taux de change	Couverture des produits et charges prévus libellés en devise étrangère	Couverture de flux trésor	Entreprise	213
• Taux de change	Couverture de la valeur des investissements de la société dans des entités dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain	Couverture d'invest net	Entreprise	214
• Matières premières	Couverture du stock de matières premières	Couverture de la JV	CIB, AWM	211-212
Gérer des expositions au risque spécifiquement identifiées et non désignées dans des relations de comptabilité de couverture qualifiées :				
• Taux d'intérêt	Gérer le risque lié aux engagements hypothécaires, aux interdictions d'entreposage et aux MSR	Gestion des risques spécifiés	CCB	214
• Crédit	Gérer le risque de crédit associé aux expositions aux prêts de gros	Gestion des risques spécifiés	CIB, AWM	214
• Taux d'intérêt et taux de change	Gérer le risque associé à certains autres actifs et passifs spécifiés	Gestion des risques spécifiés	Entreprise, CIB	214
Tenue de marché de produits dérivés et autres activités :				
• Divers	Tenue de marché et gestion des risques associés	Tenue de marché et autres	CIB	214
• Divers	Autres dérivés	Tenue de marché et autres	CIB, AWM, Entreprise	214

Montant notionnel des contrats dérivés

Le tableau suivant résume le montant notionnel des contrats dérivés en cours aux 31 décembre 2025 et 2024.

	Montants notionnels ^(b)	
	2025	2024
	\$	\$
31 décembre (en milliards)		
Contrats de taux d'intérêt		
Swaps	19 056	20 437
Futures et forwards	3 305	3 067
Options vendues	3 775	3 067
Options achetées	3 400	3 089
Total des contrats de tx d'intérêt	29 536	29 660
Dérivés de crédit^(a)	1 381	1 191
Contrats de change		
Swaps sur devises	5 476	4 509
Spot, futures et forwards	8 187	7 005
Options vendues	979	1 015
Options achetées	953	984
Total contrats de change	15 595	13 513
Contrats sur actions		
Swaps	1 147	850
Futures et forwards	196	206
Options vendues	1 118	914
Options achetées	971	788
Total contrats sur actions	3 432	2 758
Contrats sur matières premières		
Swaps	189	148
Spot, futures et forwards	270	191
Options vendues	119	137
Options achetées	120	125
Total contrats sur matières premières	698	601
Total montants notionnels des dérivés	50 642	47 723

(a) Se référer à l'analyse sur les dérivés de crédit aux pages 215-217 pour plus d'informations sur les volumes et les types de contrats de dérivés de crédit.

(b) Représente la somme des contrats dérivés notionnels bruts longs et courts de tiers.

Bien que les montants notionnels divulgués ci-dessus donnent une indication du volume de l'activité de la Société en matière de dérivés, les montants notionnels dépassent largement, selon la Société, les pertes éventuelles qui pourraient résulter de ces transactions. Pour la plupart des contrats de dérivés, le montant notionnel n'est pas échangé ; il s'agit simplement d'un montant de référence utilisé pour calculer les paiements.

Impact des dérivés sur les bilans consolidés

Le tableau suivant résume les informations sur les créances et les dettes de dérivés (avant et après les ajustements de compensation) qui sont reflétées dans les bilans consolidés de la Société aux 31 décembre 2025 et 2024, par désignation comptable (par exemple, si les dérivés ont été désignés dans des relations de comptabilité de couverture qualifiée ou non) et par type de contrat.

Créances et dettes dérivées autonomes^(a)

	Créances brutes de dérivés				Dettes brutes de dérivés			
	Non désigné comme couvertures	Désigné comme couverture	Total Créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^(b)	Non désigné comme couvertures	Désigné comme couverture	Total Créances de dérivés	Créances De dérivés nettes ^(b)
31 décembre 2025 (en millions)								
Actifs et passifs de transaction								
Taux d'intérêt	281 884	-	281 884	25 401	257 582	1	257 583	7 461
Crédit	13 024	-	13 024	479	17 628	-	17 628	2 016
Taux de change	182 887	349	183 236	19 355	177 158	983	178 141	14 833
Capitaux propres	97 723	-	97 723	5 867	117 017	-	117 017	14 806
Matières premières	29 932	583	30 515	6 675	24 744	1 625	26 369	7 213
Total juste valeur des actifs et passifs détenus à des fins de transaction	605 450	932	606 382	57 777	594 129	2 609	596 738	46 329

	Créances brutes de dérivés				Dettes brutes de dérivés			
	Non désigné comme couvertures	Désigné comme couverture	Total Créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^(b)	Non désigné comme couvertures	Désigné comme couverture	Total Créances de dérivés	Créances De dérivés nettes ^(b)
31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs et passifs de transaction								
Taux d'intérêt	290 734	-	290 734	24 945	274 226	2	274 228	9 239
Crédit	11 087	-	11 087	814	13 796	-	13 796	1 898
Taux de change	261 035	1 885	262 920	25 312	253 289	1 278	254 567	15 597
Capitaux propres	85 220	-	85 220	5 285	96 139	-	96 139	8 648
Matières premières	15 490	136	15 626	4 611	14 415	73	14 488	4 279
Juste valeur totale des actifs et passifs détenus à des fins de transaction	663 566	2 021	665 587	60 967	651 865	1 353	653 218	39 661

(a) Les soldes excluent les obligations structurées pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Se reporter à la Note 3 pour plus d'informations.

(b) Comme l'autorisent les GAAP US, la Société a choisi de compenser les créances et les dettes de produits dérivés ainsi que les créances et les dettes liées aux garanties en espèces lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire.

Compensation des dérivés

Les tableaux suivants présentent, aux 31 décembre 2025 et 2024, les créances et les dettes de dérivés brutes et nettes par type de contrat et de règlement. Les créances et les dettes de dérivés, ainsi que les garanties en espèces connexes de la même contrepartie, ont été compensées dans les bilans consolidés lorsque la Société a obtenu un avis juridique approprié concernant l'accord-cadre de compensation. Lorsqu'un tel avis juridique n'a pas été demandé ou obtenu, les montants ne peuvent être compensés dans les bilans consolidés, et ces créances et dettes de dérivés sont présentées séparément dans les tableaux ci-dessous.

En plus des garanties en espèces reçues et transférées qui sont présentées sur une base nette avec les créances et dettes de dérivés, la Société reçoit et transfère des garanties supplémentaires (instruments financiers et espèces). Ces montants atténuent le risque de crédit de la contrepartie associé aux instruments dérivés de la Société mais ne peuvent pas être présentés sur une base nette :

- des garanties constituées de titres liquides et d'autres garanties en espèces détenues par des dépositaires tiers, qui sont présentées séparément en tant que « Garanties non comptabilisables dans les bilans consolidés » dans les tableaux ci-dessous, jusqu'au montant de l'exposition à la juste valeur. Les titres liquides représentent des actifs liquides de haute qualité tels que définis dans la règle LCR ;
- le montant de la garantie détenue ou transférée qui dépasse l'exposition à la juste valeur au niveau de la contrepartie individuelle, à la date présentée, qui est exclue des tableaux ci-dessous ;
- les garanties détenues ou transférées qui sont liées à des créances ou à des dettes de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu en ce qui concerne l'accord-cadre de compensation, qui est exclue des tableaux ci-dessous.

	2025			2024		
	Créances de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes	Créances de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes
Au 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créances de dérivés payables compensables selon GAAP US						
Contrats de taux d'intérêt :						
OTC	162 300	(138 107)	24 193	158 202	(134 791)	23 411
OTC compensés	118 377	(118 303)	74	130 989	(130 810)	179
Négociés en bourse ^(a)	128	(73)	55	190	(188)	2
Total contrats de taux d'intérêt	280 805	(256 483)	24 322	289 381	(265 789)	23 592
Contrats de crédit :						
OTC	9 723	(9 433)	290	8 680	(8 030)	650
OTC compensés	3 233	(3 112)	121	2 267	(2 243)	24
Total contrats de crédit	12 956	(12 545)	411	10 947	(10 273)	674
Contrats de change :						
OTC	180 120	(163 029)	17 091	259 608	(236 931)	22 677
OTC compensés	904	(849)	55	685	(677)	8
Négocié en bourse ^(a)	21	(3)	18	34	-	34
Total contrats de change	181 045	(163 881)	17 164	260 327	(237 608)	22 719
Contrats d'actions :						
OTC	33 418	(31 170)	2 248	33 269	(30 742)	2 527
Négociés en bourse ^(a)	63 168	(60 686)	2 482	51 040	(49 193)	1 847
Total contrats d'actions	96 586	(91 856)	4 730	84 309	(79 935)	4 374
Contrats sur matières premières :						
OTC	18 244	(14 469)	3 775	8 340	(5 848)	2 492
OTC compensés	109	(79)	30	126	(84)	42
Négociés en bourse ^(a)	9 565	(9 292)	273	5 179	(5 083)	96
Total contrats sur matières premières	27 918	(23 840)	4 078	13 645	(11 015)	2 630
Créances de dérivés avec avis juridique approprié	599 310	(548 605)	50 705^(d)	658 609	(604 620)	53 989^(d)
Créances de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu.	7 072		7 072	6 978		6 978
Total des créances de dérivés comptabilisées dans les bilans consolidés	606 382		57 777	665 587		60 967
Garanties non comptabilisables dans les bilans consolidés^{(b)(c)}			(28 891)			(28 160)
Montants nets			28 886			32 807

	2025			2024		
	Créances de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes	Créances de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes
Au 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créances de dérivés payables compensables selon GAAP US						
Contrats de taux d'intérêt :						
OTC	135 045	(128 464)	6 581	138 215	(130 375)	7 840
OTC compensé	121 702	(121 557)	145	134 555	(134 262)	293
Négociés en bourse ^(a)	104	(101)	3	363	(352)	11
Total contrats de taux d'intérêt	256 851	(250 122)	6 729	273 133	(264 989)	8 144
Contrats de crédit :						
OTC	14 848	(13 196)	1 652	11 381	(10 133)	1 248
OTC compensés	2 446	(2 416)	30	1 779	(1 765)	14
Total contrats de crédit	17 294	(15 612)	1 682	13 160	(11 898)	1 262
Contrats de change :						
OTC	175 485	(162 455)	13 030	251 860	(238 292)	13 568
OTC compensés	897	(850)	47	772	(678)	94
Négociés en bourse ^(a)	9	(3)	6	14	-	14
Total des contrats de change	176 391	(163 308)	13 083	252 646	(238 970)	13 676
Contrats d'actions :						
OTC	53 530	(41 552)	11 978	44 394	(38 298)	6 096
Négociés en bourse ^(a)	61 363	(60 659)	704	49 578	(49 193)	385
Total des contrats d'actions	114 893	(102 211)	12 682	93 972	(87 491)	6 481
Contrats sur matières premières :						
OTC	14 176	(9 786)	4 390	6 918	(5 206)	1 712
OTC compensés	79	(79)	-	84	(84)	-
Négociés en bourse ^(a)	9 334	(9 291)	43	5 182	(4 919)	263
Total des contrats sur matières premières	23 589	(19 156)	4 433	12 184	(10 209)	1 975
Créances de dérivés avec avis juridique approprié	589 018	(550 409)	38 609^(d)	645 095	(613 557)	31 538^(d)
Créances de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu.	7 720		7 720	8 123		8 123
Total des créances de dérivés comptabilisées dans les bilans consolidés	596 738		46 329	653 218		39 661
Garanties non comptabilisables dans les Bilans consolidés^{(b)(c)}			(18 478)			(10 163)
Montants nets			27 851			29 498

(a) Les soldes des dérivés négociés en bourse qui se rapportent à des contrats à terme sont réglés quotidiennement.

(b) Comprend les titres liquides et autres garanties en espèces détenus chez des dépositaires tiers en rapport avec des instruments dérivés pour lesquels un avis juridique approprié a été obtenu. Pour certaines contreparties, le montant de la garantie des instruments financiers peut dépasser les soldes des créances et des dettes de dérivés. Lorsque c'est le cas, le montant total déclaré est limité aux soldes nets des créances et des dettes de dérivés avec cette contrepartie.

(c) Les garanties de dérivés ne concernent que les instruments dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré.

(d) Les créances de dérivés nettes comprennent des garanties en espèces nettes de 54,7 milliards de dollars et 51,9 milliards de dollars aux 31 décembre 2025 et 2024, respectivement. Les dettes de dérivés nets à payer comprennent des garanties en espèces d'un montant net de 56,5 milliards de dollars et de 60,8 milliards de dollars aux 31 décembre 2025 et 2024, respectivement. Les garanties en espèces des dérivés concernent les instruments dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré.

Risque de liquidité et caractéristiques liées au crédit

En plus des risques de marché spécifiques introduits par chaque type de contrat dérivé, les produits dérivés exposent JPMorgan Chase au risque de crédit - le risque que les contreparties aux dérivés fassent défaut pour remplir leurs obligations de paiement en vertu des contrats dérivés et que la garantie, le cas échéant, détenue par la Société s'avère d'une valeur insuffisante pour couvrir l'obligation de paiement. La politique de JPMorgan Chase est de rechercher activement, dans la mesure du possible, l'utilisation d'accords-cadres de compensation et d'accords de garantie juridiquement exécutoires afin d'atténuer le risque de crédit de la contrepartie inhérent aux créances de dérivés.

Alors que les créances de dérivés exposent la Société au risque de crédit, les dettes de dérivés exposent la Société au risque de liquidité, car les contrats dérivés exigent généralement que la Société dépose une garantie en espèces ou en titres auprès des contreparties lorsque la juste valeur des contrats évolue en faveur des contreparties ou lors de dégradations spécifiques des notations de crédit respectives de la Société et

de ses filiales. Certains contrats dérivés prévoient également la résiliation du contrat, généralement en cas de dégradation de la notation de la Société ou de la contrepartie, à la juste valeur des contrats dérivés. Le tableau suivant présente la juste valeur globale des dettes nettes de dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré qui contiennent des garanties conditionnelles ou des clauses de résiliation pouvant être déclenchées en cas de dégradation des notations, ainsi que les garanties associées que la Société a déposées dans le cours normal de ses activités, aux 31 décembre 2025 et 2024.

Créances de dérivés OTC et OTC compensés comportant des déclencheurs en cas de déclassement

(En millions)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	\$	\$
Juste valeur totale des créances de dérivés nettes	19 986	15 371
Garanties constituées	20 555	15 204

Le tableau suivant montre l'impact d'un abaissement d'un ou de deux crans de la notation des émetteurs à long terme de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales, principalement JPMorgan Chase Bank, N.A., aux 31 décembre 2025 et 2024, en ce qui concerne les contrats de dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré, assortis de garanties éventuelles ou de clauses de résiliation qui peuvent être déclenchées en cas d'abaissement de la notation. Les contrats de dérivés exigent généralement qu'une garantie supplémentaire soit déposée ou que les résiliations soient déclenchées lorsque le seuil de notation prédéfini est franchi. Un abaissement de la note par une seule agence de notation qui n'entraîne pas une note inférieure à une note correspondante préexistante fournie par une autre grande agence de notation n'entraînera généralement pas de garantie supplémentaire (sauf dans certains cas où une marge initiale supplémentaire peut être exigée en cas d'abaissement de la note), ni d'exigences en matière de paiements de résiliation. L'impact sur la liquidité dans le tableau est calculé sur la base d'un abaissement de la notation en dessous de la notation actuelle la plus basse des agences de notation mentionnées dans le contrat de dérivé.

Impact sur la liquidité des déclencheurs de déclassement sur les OTC et les OTC compensés

31 décembre, (en millions)	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Déclassement d'un cran	Déclassement deux crans	Déclassement d'un cran	Déclassement deux crans
	\$	\$	\$	\$
Montant de la garantie supplémentaire à fournir en cas de déclassement ^(a)	28	124	119	1.205
Montant requis pour régler les contrats avec des déclencheurs de résiliation en cas de déclassement ^(b)	15	96	78	458

(a) Comprend les garanties supplémentaires à déposer pour la marge initiale.

(b) Les montants représentent les justes valeurs des dettes de dérivés, et ne reflètent pas les garanties déposées.

Incidence des dérivés sur le compte de résultat consolidé

Les tableaux suivants fournissent des informations relatives aux gains et aux pertes enregistrés sur les dérivés en fonction de leur désignation ou de leur objectif en matière de comptabilité de couverture.

Gains et pertes de couverture de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les dérivés, par type de contrat, utilisés dans les relations de comptabilité de couverture de la juste valeur, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces dérivés et les éléments couverts connexes pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, respectivement. La Société inclut les gains/(pertes) sur le dérivé de couverture dans le même poste des états consolidés des résultats que l'élément couvert connexe.

Exercice clos le 31 décembre 2025 (in millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact des éléments exclus sur le compte de résultat ^(e)		Impact OCI
	Dérivés	Éléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI ^(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	(88)	1 360	1 272	-	1 250	-
Taux de change ^(c)	1 077	(743)	334	(696)	334	84
Matières premières ^(d)	(3 852)	4 127	275	-	224	-
Total	(2 863)	4 744	1 881	(696)	1 808	84

Exercice clos le 31 décembre 2024 (in millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact des éléments exclus sur le compte de résultat ^(e)		Impact OCI
	Dérivés	Eléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI ^(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	711	(65)	646	-	699	-
Taux de change ^(c)	(177)	402	225	(532)	225	(115)
Matières premières ^(d)	293	(160)	133	-	122	-
Total	827	177	1 004	(532)	1 046	(115)

Exercice clos le 31 décembre 2023 (in millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact des éléments exclus sur le compte de résultat ^(e)		Impact OCI
	Dérivés	Eléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI ^(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)(b)}	1 554	(1 248)	306	-	157	-
Taux de change ^(c)	722	(483)	239	(601)	239	(134)
Matières premières ^(d)	1 227	(706)	521	-	525	-
Total	3 503	(2 437)	1 066	(601)	921	(134)

(a) Il s'agit principalement de couvertures du risque de taux d'intérêt de référence (par exemple, le taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») de la dette à long terme à taux fixe et des titres disponibles à la vente. Les gains et les pertes ont été enregistrés dans le revenu net d'intérêts.

(b) Ne comprend pas la charge d'amortissement associée à l'ajustement initial de la comptabilité de couverture appliqué à l'élément couvert. Cette charge est comptabilisée dans le revenu net d'intérêts et compense largement l'impact des éléments exclus sur le compte de résultat. Exclut également les intérêts courus sur les swaps de taux d'intérêt et les éléments couverts correspondants.

(c) Il s'agit principalement de couvertures du risque de change de la dette à long terme et des titres disponibles à la vente pour les variations des taux de change au comptant. Les gains et les pertes liés aux dérivés et aux éléments couverts en raison des variations des taux de change et de l'impact sur le compte de résultat des éléments exclus ont été enregistrés principalement dans le revenu des transactions pour compte propre et le revenu net d'intérêts.

(d) Comprend les couvertures globales de la juste valeur des stocks de matières premières physiques qui sont généralement comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette (la valeur de réalisation nette est proche de la juste valeur). Les gains et les pertes ont été enregistrés dans le revenu des transactions pour compte propre.

(e) L'évaluation de l'efficacité de la couverture exclut certaines composantes des variations de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts, comme les points à terme sur les contrats de change à terme, les valeurs temporelles et les écarts de base interdevises. Les composantes exclues peuvent avoir une incidence sur les résultats soit par l'amortissement du montant initial sur la durée de vie du dérivé, soit par les variations de la juste valeur comptabilisées dans la période en cours.

(f) Représente la variation de la valeur des montants exclus de l'évaluation de l'efficacité selon l'approche de l'amortissement, principalement les écarts de base interdevises. Le montant exclu lors de la mise en place de la couverture est comptabilisé dans les résultats sur la durée de vie du dérivé.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, les montants suivants ont été enregistrés dans les bilans consolidés en rapport avec certains ajustements cumulés de la base de couverture de la juste valeur qui devraient s'inverser par le biais du compte de résultat dans les périodes futures en tant qu'ajustement du rendement.

	Valeur comptable des éléments couverts ^{(a)(b)}	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
		Relations de couverture active	Relations de couverture interrompues ^(e)	Total
31 décembre 2021 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Actifs				
Titres de placement – disponibles à la vente	255 109 ^(c)	3 693	(1 374)	2 319
Passif				
Dette à long terme	222 611	232	(8 689)	(8 457)
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidées	5 884	37	-	37

	Valeur comptable des éléments couverts ^{(a)(b)}	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
		Relations de couverture active	Relations de couverture interrompues ^(e)	Total
31 décembre 2021 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Actifs				
Titres de placement – disponibles à la vente	203 141 ^(c)	(1 675)	(1 959)	(3 634)
Passif				
Dette à long terme	211 288	(3711)	(9 332)	(13 043)
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidées	5 312	(30)	(5)	(35)

(a) Ne comprend pas les matières premières physiques dont la valeur comptable s'élève respectivement à 22,9 milliards de dollars et 6,2 milliards de dollars au 31 décembre 2025 et 2024, auxquelles la Société applique la comptabilité de couverture de juste valeur. En raison de l'application de la comptabilité de couverture, ces stocks sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui entraîne la comptabilisation de gains et de pertes non réalisés dans les périodes en cours. Etant donné que la Société sort ces positions à la juste valeur, il n'y a pas d'impact supplémentaire sur le résultat net des périodes futures.

(b) Exclut les éléments couverts pour lesquels seul le risque de change est le risque couvert désigné, car les ajustements de base liés aux couvertures de change ne s'inverseront pas dans le compte de résultat au cours des périodes futures. Au 31 décembre 2025 et 2024, la valeur comptable exclue pour les titres disponibles à la vente s'élevait respectivement à 33,6 milliards de dollars et 28,7 milliards de dollars. Au 31 décembre 2025 et 2024, la valeur comptable exclue pour la dette à long terme s'élevait respectivement à 587 millions de dollars et 518 millions de dollars.

(c) La valeur comptable représente le coût amorti, déduction faite de la provision, le cas échéant. Au 31 décembre 2025 et 2024, le coût amorti des portefeuilles fermés utilisant la méthode de couverture par couche de portefeuille s'élevait respectivement à 91,9 milliards de dollars et 72,8 milliards de dollars, dont respectivement 68,9 milliards de dollars et 41,2 milliards de dollars étaient désignés comme couverts. Le montant désigné comme couvert correspond à la somme des montants notionnels de toutes les couches en cours dans chaque portefeuille, y compris les couches à effet immédiat et les couches à prise d'effet différée. Au 31 décembre 2025 et 2024, le montant cumulé des ajustements de base était respectivement de (32) millions de dollars et (1,7) milliard de dollars qui se composait respectivement de 641 millions de dollars et (1,2) milliard de dollars pour les relations de couverture actives, et de (673) millions de dollars et (566) millions de dollars pour les relations de couverture abandonnées. Se reporter à la note 10 pour plus d'informations.

(d) Les montants positifs liés aux actifs représentent les ajustements cumulatifs de la base de couverture de la juste valeur qui réduiront le revenu net d'intérêt dans les périodes futures. Les montants positifs (négatifs) liés aux passifs représentent les ajustements cumulatifs de la base de couverture de la juste valeur qui augmenteront (réduiront) le revenu net d'intérêts au cours des périodes futures.

Représente les ajustements de base existant à la date du bilan associés aux éléments couverts qui ont été déclassés des relations de couverture de juste valeur admissibles.

Gains et pertes de couverture de flux de trésorerie

Les tableaux suivants présentent les instruments dérivés, par type de contrat, utilisés dans les relations de comptabilité de couverture des flux de trésorerie, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces dérivés, pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, respectivement. La Société inclut les gains/(pertes) sur le dérivé de couverture dans le même poste des états consolidés des résultats que la variation des flux de trésorerie sur l'élément couvert correspondant.

	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
Exercice clos le 31 décembre 2025 (en millions)	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(2 456)	1 860	4 316
Taux de change ^(b)	50	197	147
Total	(2 406)	2 057	4 463

Exercice clos le 31 décembre 2024 (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(2 668)	(3 603)	(935)
Taux de change ^(b)	89	(139)	(228)
Total	(2 579)	(3 742)	(1 163)

Exercice clos le 31 décembre 2023 (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(1 839)	274	2 113
Taux de change ^(b)	64	209	145
Total	(1 775)	483	2 258

(a) Se compose principalement de couvertures d'actifs à taux variable indexés sur le SOFR et le taux préférentiel (« Prime »). Les gains et pertes ont été comptabilisés dans le revenu net d'intérêts.

(b) Il s'agit principalement de couvertures du risque de change des produits et charges non libellés en dollars américains. La classification des gains et des pertes dans le compte de résultat suit l'élément couvert - principalement les revenus hors intérêts et les charges de rémunération.

La Société n'a pas connu de transactions prévues qui ne se sont pas réalisées pour les exercices clos en 2025, 2024 et 2023.

Au cours des 12 prochains mois, la Société s'attend à ce qu'environ 926 millions de dollars (après impôts) de gains nets enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2025, liés aux couvertures de flux de trésorerie, soient comptabilisés en résultat. Pour les couvertures de flux de trésorerie qui ont été résiliées, la durée maximale pendant laquelle les résultats des dérivés enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront comptabilisés en résultat est d'environ huit ans, ce qui correspond à l'échéance des flux de trésorerie prévus couverts à l'origine. Pour les couvertures de flux de trésorerie ouvertes, la durée maximale pendant laquelle les transactions prévues sont couvertes est d'environ sept ans. Les transactions prévues à plus long terme de la Société sont liées aux activités principales de prêt et d'emprunt.

Gains et pertes de couverture d'investissement net

Le tableau suivant présente les instruments de couverture, par type de contrat, qui ont été utilisés dans des relations de comptabilité de couverture d'investissement net, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces instruments pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023.

Exercice clos le 31 décembre, (en millions)	Montants enregistrés en résultat ^{(a)(b)}	Gains/ (pertes) comptabilisés dans le résultat(a) et dans les autres éléments du résultat global/ (de la perte globale)				
		2025	2024		2023	
		Montants enregistrés en OCI	Montants enregistrés en résultat ^{(a)(b)}	Montants enregistrés en OCI	Montants enregistrés en résultat ^{(a)(b)}	Montants enregistrés en OCI
		\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés de change	431	(6 028)	467	4 411	384	(1 732)

(a) Certains composants des dérivés de couverture peuvent être exclus de l'évaluation de l'efficacité de la couverture, tels que les points à terme sur les contrats de change à terme. La Société choisit d'enregistrer les variations de la juste valeur de ces montants directement dans les autres revenus.

(b) Ne comprend pas les montants reclassés des autres éléments cumulés du résultat global (AOCI) vers le résultat lors de la vente ou de la liquidation des entités couvertes. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, la Société a reclassé des gains nets avant impôts de respectivement 14 millions de dollars et 89 millions de dollars dans les autres produits/charges. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Société a reclassé une perte nette avant impôts de (35) millions de dollars dans les autres revenus, y compris l'impact de l'acquisition de CIFM. Voir la note 24 pour plus d'informations.

Gains et pertes sur les dérivés utilisés à des fins spécifiques de gestion des risques

Le tableau suivant présente les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur un nombre limité de dérivés, non désignés dans des relations de comptabilité de couverture, qui sont utilisés pour gérer les risques associés à certains actifs et passifs spécifiés, y compris certains risques découlant des engagements hypothécaires, des prêts sur stock, des MSR, des expositions aux prêts de gros et des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés comptabilisés en résultat		
	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	(34)	(425)	(135)
Crédit ^(b)	(616)	(604)	(441)
Taux de change ^(c)	82	(10)	(2)
Capitaux propres ^(d)	(21)	-	-
Total	(589)	(1 039)	(578)

(a) Représente principalement les dérivés de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux inhérent aux engagements hypothécaires, aux prêts de financement et aux MSR, ainsi qu'aux engagements pris pour octroyer des prêts de financement. Les gains et les pertes ont été comptabilisés principalement dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.

(b) Concerne les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit associé aux expositions de prêt dans les activités de gros de la Société. Ces dérivés ne comprennent pas les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances de dérivés, qui est inclus dans les gains et les pertes sur les dérivés liés aux activités de tenue de marché et autres dérivés. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans les revenus des transactions pour compte propre.

(c) Concerne principalement les dérivés utilisés pour atténuer le risque de change de certains actifs et passifs libellés en devises étrangères. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans les revenus des transactions pour compte propre.

(d) Les gains et pertes ont été comptabilisés dans les revenus des transactions pour compte propre.

Gains et pertes sur les dérivés liés aux activités de tenue de marché et autres dérivés

La Société effectue des opérations de tenue de marché sur des dérivés afin de répondre aux besoins des clients et utilise des dérivés pour gérer certains risques associés aux positions nettes à risque ouvertes provenant de ses activités de tenue de marché, y compris le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances sur produits dérivés. Tous les dérivés qui ne sont pas inclus dans les catégories de comptabilité de couverture ou de gestion des risques spécifiés ci-dessus sont inclus dans cette catégorie. Les gains et les pertes sur ces dérivés sont principalement enregistrés dans les revenus des transactions pour compte propre. Se reporter à la note 6 pour plus d'informations sur les revenus des transactions pour compte propre.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des instruments financiers dont la valeur est dérivée du risque de crédit associé à la dette d'un émetteur tiers (l'entité de référence) et qui permettent à une partie (l'acheteur de la protection) de transférer ce risque à une autre partie (le vendeur de la protection). Les dérivés de crédit exposent l'acheteur de la protection à la solvabilité du vendeur de la protection, car ce dernier est tenu d'effectuer des paiements en vertu du contrat lorsque l'entité de référence subit un événement de crédit, tel qu'une faillite, un défaut de paiement de son obligation ou une restructuration. Le vendeur de la protection de crédit reçoit une prime pour la fourniture de la protection, mais il court le risque que l'instrument sous-jacent référencé dans le contrat soit soumis à un événement de crédit.

La Société est à la fois acheteur et vendeur de protection sur le marché des dérivés de crédit et utilise ces dérivés à deux fins principales. Premièrement, en tant que teneur de marché, la Société gère activement un portefeuille de dérivés de crédit en achetant et en vendant des protections de crédit, principalement sur des titres de créance d'entreprises, pour répondre aux besoins des clients. Deuxièmement, en tant qu'utilisateur final, la Société utilise des dérivés de crédit pour gérer le risque de crédit associé aux expositions aux prêts (prêts et engagements non financés) et aux expositions aux contreparties de dérivés dans les activités de gros de la Société, et pour gérer le risque de crédit découlant de certains instruments financiers dans les activités de tenue de marché de la Société. Ci-après un résumé des différents types de dérivés de crédit.

Swaps de défaut de crédit

Les dérivés de crédit peuvent faire référence au crédit d'une entité de référence unique (« single-name ») ou d'un indice large. La Société achète et vend une protection sur les obligations à référence unique et sur les indices. Les contrats CDS sur référence unique et les CDS sur indice sont des contrats dérivés de gré à gré ou compensés de gré à gré. Les CDS à référence unique sont utilisés pour gérer le risque de défaut d'une seule entité de référence, tandis que les contrats CDS sur indice sont utilisés pour gérer le risque de crédit associé à des marchés du crédit plus larges ou à des segments de marché du crédit. Comme le S&P 500 et d'autres indices boursiers, un indice de CDS consiste en un portefeuille de CDS sur de nombreuses entités de référence. De nouvelles séries d'indices CDS sont périodiquement établies avec un nouveau portefeuille sous-jacent d'entités de référence afin de refléter les changements sur les marchés du crédit. Si l'une des entités de référence de l'indice connaît un incident de crédit, l'entité de référence qui a fait défaut est retirée de l'indice. Les CDS peuvent également être référencés par rapport à des portefeuilles spécifiques de noms de référence ou par rapport à des niveaux d'exposition personnalisés en fonction des demandes spécifiques des clients :

par exemple, pour fournir une protection contre les premiers 1 million de dollars de pertes de crédit réalisées dans un portefeuille d'exposition de 10 millions de dollars. De telles structures sont communément appelées tranches de CDS.

Pour les contrats CDS à référence unique et les contrats CDS sur indice, en cas de survenance d'un événement de crédit, selon les termes d'un contrat CDS, aucune des parties au contrat CDS n'a de recours contre l'entité de référence. L'acheteur de protection a recours au vendeur de protection pour la différence entre la valeur nominale du contrat CDS et la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement du contrat de dérivé de crédit, également appelée valeur de recouvrement. L'acheteur de protection n'a pas besoin de détenir le titre de créance de l'entité de référence sous-jacente pour recevoir les montants dus en vertu du contrat de CDS lorsqu'un événement de crédit se produit.

Titres liés à la valeur du crédit

Un titre lié à la valeur du crédit est un dérivé de crédit financé par lequel l'émetteur du titre lié à la valeur du crédit achète à l'investisseur dans le titre lié à la valeur du crédit une protection de crédit sur une entité de référence ou un indice. En vertu du contrat, l'investisseur paie à l'émetteur la valeur nominale de la note au début de la transaction et, en retour, l'émetteur verse des paiements périodiques à l'investisseur, en fonction du risque de crédit de l'entité de référence. L'émetteur rembourse également à l'investisseur la valeur nominale de la note au début de la transaction, à moins que l'entité de référence (ou l'une des entités qui composent un indice de référence) ne subisse un événement de crédit spécifié. Si un événement de crédit se produit, l'émetteur n'est pas obligé de rembourser la valeur nominale du titre, mais il paie plutôt à l'investisseur la différence entre la valeur nominale du titre et la juste valeur de l'obligation de référence en défaut au moment du règlement. Aucune des parties au titre lié à la valeur du crédit n'a de recours contre l'entité de référence en défaut.

Les tableaux suivants présentent un résumé des montants notionnels des dérivés de crédit et des titres liés à la valeur du crédit que la Société a vendus et achetés aux 31 décembre 2025 et 2024. Lors d'un événement de crédit, la Société, en tant que vendeur de protection, ne paierait généralement qu'un pourcentage du montant notionnel total de la protection nette vendue, car le montant effectivement requis pour être payé sur les contrats tient compte de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence au moment du règlement. La Société gère le risque de crédit sur les contrats d'autoprotection en achetant une protection auprès des entités de référence sous-jacentes identiques ou similaires. Les autres protections achetées mentionnées dans les tableaux suivants comprennent des dérivés de crédit acquis sur des positions de référence liées, mais non identiques (y compris des indices, des couvertures de portefeuille et d'autres références), ainsi que des protections achetées par CIB au moyen de titres liés au crédit. Les autres protections achetées comprennent également des protections de crédit contre certains prêts du portefeuille de prêts conservés, obtenues par l'émission de dérivés de crédit et de titres liés au crédit.

La Société n'utilise pas les montants notionnels des dérivés de crédit comme principale mesure de gestion des risques pour ces dérivés, car le montant notionnel ne tient pas compte de la probabilité de survenance d'un événement de crédit, de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence ou des instruments de trésorerie et des couvertures économiques connexes, chacun de ces éléments réduisant, selon la Société, les risques associés à ces dérivés.

Total des dérivés de crédit et des titres liés au crédit

	Paiement maximal/Montant notionnel			
	Protection vendue	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(c)	Protection nette (vendue)/achetée ^(d)	Autre protection achetée ^(e)
31 décembre 2025 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(503 480)	549 440	45 960	6 840
Autres dérivés de crédit ^(a)	(124 650)	187 090	62 440	9 495
Total des dérivés de crédit	(628 130)	736 530	108 400	16 335
Titres liés au crédit ^(b)	-	-	-	13 162
Total	(628 130)	736 530	108 400	29 497

	Paiement maximal/Montant notionnel			
	Protection vendue	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(c)	Protection nette (vendue)/achetée ^(d)	Autres protections achetées ^(e)
31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(450 184)	474 554	24 370	6 858
Autres dérivés de crédit ^(a)	(110 913)	137 927	27 014	10 169
Total des dérivés de crédit	(561 097)	612 481	51 384	17 027
Titres liés à la valeur du crédit ^(b)	-	-	-	10 471
Total	(561 097)	612 481	51 384	27 498

- (a) Les autres dérivés de crédit comprennent principalement des options de swap de crédit et des swaps de rendement total.
- (b) Représente les autres protections achetées par la CIB.
- (c) Représente le montant notionnel total de la protection achetée lorsque l'instrument de référence sous-jacent est identique à l'instrument de référence de la protection vendue ; le montant notionnel de la protection achetée pour chaque instrument de référence sous-jacent individuel identique peut être supérieur ou inférieur au montant notionnel de la protection vendue.
- (d) Ne tient pas compte de la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement, qui réduirait généralement le montant que le vendeur de la protection verse à l'acheteur de la protection pour déterminer la valeur de règlement.
- (e) Représente la protection achetée par la Société sur des instruments référencés (nom unique, portefeuille ou indice) lorsque la Société n'a pas vendu de protection sur l'instrument de référence identique. Comprend également la protection de crédit contre certains prêts et engagements liés au crédit dans le portefeuille de prêts conservés, par le biais de l'émission de dérivés de crédit et de titres liés au crédit.

Les tableaux suivants résument les montants notionnels par notations, le profil d'échéance et la juste valeur totale, des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit aux 31 décembre 2025 et 2024, où JPMorgan Chase est le vendeur de la protection. Le profil d'échéance est basé sur l'échéance contractuelle restante des contrats de dérivés de crédit. Le profil de notation est basé sur la notation de l'entité de référence sur laquelle le contrat de dérivé de crédit est basé. Les notations et le profil d'échéance des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit pour lesquels JPMorgan Chase est l'acheteur de la protection sont comparables au profil reflété ci-dessous.

Protection vendue – notations des dérivés crédit^(a)/profil d'échéance

	<1 an	1-5 ans	>5 ans	Total montant notionnel	JV des créances ^(b)	JV des dettes ^(b)	JV nette
31 décembre 2025 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Notation de risque de l'entité de référence							
Catégorie investissement	(146 799)	(314 100)	(28 117)	(489 016)	4 969	(908)	4 061
Hors catégorie investissement	(43 863)	(91 220)	(4 031)	(139 114)	3 439	(2 085)	1 354
Total	(190 662)	(405 320)	(32 148)	(628 130)	8 408	(2 993)	5 415

	<1 an	1-5 ans	>5 ans	Total montant notionnel	JV des créances ^(b)	JV des dettes ^(b)	JV nette
31 décembre 2024 (en millions)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Notation de risque de l'entité de référence							
Catégorie investissement	(135 950)	(277 052)	(33 379)	(446 381)	4 593	(904)	3 689
Hors catégorie investissement	(42 149)	(70 525)	(2 042)	(114 716)	1 889	(1 738)	151
Total	(178 099)	(347 577)	(35 421)	(561 097)	6 482	(2 642)	3 840

(a) L'échelle de notation est principalement basée sur les notations de crédit externes définies par S&P et Moody's.

(b) Les montants sont présentés sur une base brute, avant le bénéfice des accords-cadres de compensation juridiquement exécutoires, y compris la compensation des garanties en espèces.

Note 6 – Produits hors intérêts et charges hors intérêts

Produits hors intérêts

La Société comptabilise des produits hors intérêts provenant de certains contrats conclus avec des clients dans les commissions de banque d'investissement, les commissions liées aux dépôts, les commissions de gestion d'actifs, les commissions et autres frais, ainsi que certaines composantes des revenus liés aux cartes. Les contrats concernés sont souvent résiliables à tout moment et la Société n'a alors plus d'obligation résiduelle de fournir des services futurs. Pour les accords à durée déterminée, la Société peut s'engager à fournir des services à l'avenir. Les revenus associés à ces obligations de performance restantes dépendent généralement de la survenance d'événements futurs ou de la valeur d'actifs sous-jacents et ne sont comptabilisés qu'une fois que l'issue de ces événements ou les valeurs concernées sont connues.

Commissions de banque d'investissement

Cette catégorie de revenus comprend les commissions liées à la souscription de titres de dette et de capitaux propres ainsi que les honoraires de conseil. En tant que teneur de livre, la Société aide ses clients à lever des capitaux au moyen d'offres publiques et de placements privés de divers instruments de dette et de capitaux propres. Les commissions de souscription sont principalement fondées sur le prix d'émission et la quantité des instruments sous-jacents, et sont généralement comptabilisées en produits lors de l'exécution de la transaction du client. La Société structure et syndique également des opérations de prêt. Les commissions d'arrangement et de syndication de crédit, incluses dans les commissions de souscription de dette, sont comptabilisées en produits après satisfaction de certains critères de conservation, de calendrier et de rendement.

La Société fournit également des services de conseil en accompagnant ses clients dans le cadre de fusions-acquisitions, de cessions, de restructurations et d'autres transactions complexes. Les honoraires de conseil sont généralement comptabilisés en produits lors de l'exécution de la transaction du client.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions de banque d'investissement.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Souscription			
Capitaux propres	1 734	1 687	1 149
Dette	4 378	3 945	2 610
Total des souscriptions	6 112	5 632	3 759
Conseil	3 503	3 278	2 760
Total des commissions de banque d'investissement	9 615	8 910	6 519

Les commissions de banque d'investissement sont principalement générées par CIB.

Transactions pour compte propre

Les revenus des transactions pour compte propre sont influencés par de nombreux facteurs, notamment :

- l'écart acheteur-vendeur, c'est-à-dire la différence entre le prix auquel un intervenant de marché est disposé et capable de vendre un instrument à la Société et le prix auquel un autre intervenant est disposé et capable de l'acheter auprès de la Société, et inversement ; et
- les gains et pertes réalisés et latents sur les instruments financiers et les transactions sur matières premières, y compris ceux comptabilisés selon l'option de juste valeur, principalement utilisés dans le cadre des activités de tenue de marché orientées clientèle.
 - Les gains et pertes réalisés résultent de la vente d'instruments, du déboucement ou de la résiliation de transactions, ou de paiements intermédiaires en trésorerie.
 - Les gains et pertes latents résultent des variations de valorisation.

Dans le cadre de ses activités de tenue de marché orientées clientèle, la Société effectue des transactions sur des instruments de dette et de capitaux propres, des dérivés et des matières premières, y compris des stocks physiques de matières premières et des instruments financiers indexés sur des matières premières.

Les revenus des transactions pour compte propre comprennent également les gains et pertes réalisés et latents liés :

- aux dérivés désignés dans des relations de couverture admissibles à la comptabilité de couverture, principalement des couvertures de juste valeur des risques liés aux matières premières et au change ;
- aux dérivés utilisés à des fins spécifiques de gestion des risques, principalement afin d'atténuer les risques de crédit, de change et de taux d'intérêt.

Voir la note 5 pour davantage d'informations concernant la classification au compte de résultat des gains et pertes liés aux activités sur dérivés. Sur les marchés des matières premières financières, la Société effectue des transactions sur des dérivés de gré à gré (« OTC »), tels que les swaps, contrats à terme et options, ainsi que sur des dérivés négociés en bourse (« ETD »), portant sur un large éventail de matières premières sous-jacentes.

Sur les marchés physiques des matières premières, la Société achète et vend principalement des métaux précieux et industriels ainsi que du gaz naturel, et peut également détenir d'autres stocks de matières premières dans le cadre d'opérations de financement et d'autres accords conclus avec des clients.

Le tableau suivant présente l'ensemble des gains et pertes réalisés et latents comptabilisés dans les revenus des transactions pour compte propre, par type d'instrument. Ce tableau exclut les produits d'intérêts et les charges d'intérêts relatifs aux actifs productifs d'intérêts et aux passifs portant intérêt, comptabilisés dans le revenu net d'intérêts. Voir la note 7 pour plus d'informations concernant les produits et charges d'intérêts.

Les activités et autres opérations de la Société utilisent généralement une variété de types d'instruments dans le cadre de leurs transactions ; par conséquent, les revenus des transactions pour compte propre présentés dans le tableau ci-dessous ne sont pas représentatifs du revenu total d'une activité ou d'un secteur d'activité particulier.

	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre (en millions)			
Revenus des transactions pour comptes propres par type d'instrument			
Taux d'intérêt ^(a)	4 240	3 631	5 607
Crédit ^(b)	558	1 545	1 434
Taux de change	5 644	4 874	5 082
Capitaux propres	14 844	13 476	10 229
Matières premières	1 989	1 194	2 202
Total revenus par type d'instrument	27 275	24 720	24 554
Gains/(pertes) sur investissements en capital-investissement	(63)	67	(94)
Transactions pour compte propre	27 212	24 787	24 460

(a) Comprend l'impact des variations des ajustements de valorisation liés au financement sur les dérivés.

(b) Comprend l'impact des variations des ajustements de valorisation du risque de crédit sur les dérivés, net des activités de couverture associées.

Les revenus des transactions pour compte propres sont principalement générés par CIB.

Commissions liées aux prêts et aux dépôts

Les commissions liées aux prêts comprennent les commissions perçues au titre des engagements de prêt, des lettres de crédit de soutien, des garanties financières et d'autres activités de gestion de prêts. Les commissions liées aux dépôts comprennent les commissions perçues dans le cadre des activités de gestion de trésorerie, ainsi que la fourniture de facilités de découvert et d'autres services liés aux comptes de dépôt. Ces commissions comprennent également l'impact des crédits accordés aux clients venant réduire ces frais. Les commissions liées aux prêts et aux dépôts sont comptabilisées sur la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni. Voir la note 28 pour davantage d'informations sur les engagements liés aux prêts.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions liées aux prêts et aux dépôts.

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)			
Commissions liées aux prêts ^(a)	2 217	2 192	2 365
Commissions liées aux dépôts	6 876	5 414	5 048
Total des commissions liées			
Aux prêts et aux dépôts	9 093	7 606	7 413

(a) Comprend l'amortissement de la décote de juste valeur sur certains engagements acquis liés aux prêts associés à First Republic, principalement dans les divisions AWM et CIB. La décote, qui est comptabilisée en autres passifs et amortie linéairement sur la durée de l'engagement, continue de diminuer à mesure que les engagements arrivent à échéance. Se reporter à la note 34 pour plus d'informations.

Les commissions liées aux prêts et aux dépôts sont générées par CIB, CCB et AWM.

Commissions de gestion d'actifs

Les commissions de gestion d'investissement comprennent les commissions liées aux actifs que la Société gère pour le compte de ses clients, y compris les investisseurs dans des fonds sponsorisés par la Société et les détenteurs de comptes de gestion distincte. Les commissions de gestion sont généralement fondées sur la valeur des actifs sous gestion et sont perçues et comptabilisées à la fin de chaque période durant laquelle les services de gestion sont fournis et la valeur des actifs gérés est connue. La Société perçoit également des commissions de gestion fondées sur la performance, acquises lorsque certains indices de référence ou objectifs de performance sont dépassés. Ces commissions sont provisionnées et comptabilisées lorsque le risque de reprise est faible, généralement à la fin de la période de facturation concernée.

Toutes les autres commissions de gestion d'actifs comprennent les commissions perçues sur la vente ou la distribution de fonds communs de placement aux clients. Ces commissions sont comptabilisées en produits au moment où le service est rendu ou, dans le cas de certaines commissions de distribution, en fonction de la valeur des actifs du fonds sous-jacent ou de l'activité de rachat des investisseurs.

Le tableau suivant présente les composantes des commissions de gestion d'actifs.

	2025	2024	2023
	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre (en millions)			
Commission de gestion d'actifs			
Commission de gestion des placements	19 921	17 425	14 908
Toutes les autres commissions de gestion d'actifs	406	376	312
Total des commissions de gestion d'actifs	20 327	17 801	15 220

Les commissions de gestion d'actifs sont principalement générées par AWM et CCB.

Commissions et autres frais

Cette catégorie de revenus comprend les commissions et frais liés aux services de courtage, de conservation et à d'autres produits.

Les commissions de courtage correspondent aux commissions perçues lorsque la Société agit en qualité de courtier en facilitant les achats et ventes de titres et autres instruments financiers de ses clients. Les commissions de courtage sont perçues et comptabilisées en produits lors de la réalisation de la transaction du client. La Société présente certains coûts versés à des chambres de compensation et à des plateformes boursières tierces en déduction des revenus de commissions.

Les frais d'administration comprennent principalement les frais liés aux services de conservation, aux services de fonds, au prêt de titres et au règlement/livraison de titres. Ces frais sont comptabilisés en produits sur la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni.

Notes aux états financiers consolidés

Le tableau suivant présente la composition des commissions et autres frais.

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Commissions et autres frais			
Commissions de courtage	3 726	3 119	2 820
Frais administratifs	2 764	2 526	2 310
Toutes les autres commissions et frais(a)	2 049	1 885	1 706
Total des commissions et autres frais	8 539	7 530	6 836

(a) Comprend les commissions liées aux certificats de dépôt, les commissions de vente liées aux produits d'annuité et aux voyages, ainsi que d'autres frais de service, qui sont comptabilisés en produits lorsque les services sont rendus.

Les commissions et autres frais sont principalement générés par CIB, CCB et AWM.

Commissions hypothécaires et revenus connexes

Cette catégorie de revenus reflète les activités de production de prêts immobiliers de CCB ainsi que le revenu net lié aux activités de gestion des prêts hypothécaires. Le revenu de production comprend les commissions et revenus comptabilisés au titre des prêts hypothécaires octroyés avec l'intention de les revendre, ainsi que l'impact des activités de gestion des risques associées au pipeline hypothécaire et aux prêts sur stock. Le revenu de production comprend également les gains et pertes sur les ventes, ainsi que les ajustements à la valeur la plus faible entre le coût et la juste valeur des prêts hypothécaires détenus à la vente (à l'exclusion de certains prêts rachetés assurés par des agences gouvernementales américaines), ainsi que les variations de juste valeur des instruments financiers évalués selon l'option de juste valeur.

Le revenu net de gestion hypothécaire comprend les revenus d'exploitation tirés de la gestion de prêts hypothécaires de tiers, comptabilisés sur la période durant laquelle le service est fourni ; les variations de juste valeur des droits de gestion hypothécaire (« MSR ») ; l'impact des activités de gestion des risques associées aux MSRs et les gains et pertes liés à la titrisation des droits excédentaires de gestion hypothécaire. Le revenu net de gestion hypothécaire comprend également les gains et pertes sur les ventes ainsi que les ajustements à la valeur la plus faible entre le coût et la juste valeur de certains prêts rachetés assurés par des agences gouvernementales américaines.

Voir la note 15 pour davantage d'informations sur les activités de gestion des risques et les MSRs.

Le revenu net d'intérêts provenant des prêts hypothécaires est comptabilisé dans les produits d'intérêts.

Revenus liés aux cartes

Cette catégorie de revenus comprend les commissions d'interchange et autres revenus provenant des transactions par cartes de crédit et de débit, ainsi que les commissions perçues pour le traitement des transactions par carte pour les commerçants ; ces revenus sont comptabilisés lorsque les achats sont effectués par le titulaire de la carte et sont présentés nets de certains coûts liés aux transactions. Les revenus liés aux cartes comprennent également les coûts d'ouverture de compte et les cotisations annuelles, qui sont différés puis comptabilisés de manière linéaire sur une période de 12 mois.

Certains produits de cartes de crédit permettent au titulaire de cumuler des points en fonction de l'activité du compte, points qu'il peut échanger contre des récompenses monétaires ou non monétaires. Le coût supporté par la Société dans le cadre de ces programmes de fidélité propriétaires varie selon plusieurs facteurs, notamment les modalités des programmes, l'activité des titulaires de carte, les taux d'utilisation des récompenses et les choix de récompenses effectués.

La Société comptabilise un passif correspondant à ses obligations au titre de ses programmes de récompenses et enregistre le coût de la période courante en diminution des revenus liés aux cartes.

Accords de partage des revenus liés aux cartes de crédit

La Société a conclu des accords contractuels avec de nombreux partenaires de co-marquage, lui accordant des droits exclusifs pour émettre des cartes de crédit co-marquées et les commercialiser auprès des clients de ces partenaires. Ces partenaires soutiennent les programmes de cartes co-marquées et fournissent à la Société leurs listes de clients ou de membres. Ils peuvent également mener des activités marketing et offrir des récompenses échangeables dans le cadre de leurs propres programmes de fidélité, que la Société attribue aux titulaires des cartes co-marquées en fonction de l'activité de leur compte. La durée de ces accords est généralement comprise entre cinq et dix ans.

La Société effectue généralement des paiements aux partenaires de cartes co-marquées sur la base du coût des activités marketing menées par les partenaires ; des récompenses accordées dans le cadre des programmes de fidélité ; des nouvelles ouvertures de comptes et des volumes de ventes. Les paiements liés aux actions marketing réalisées par les partenaires sont comptabilisés en charges marketing lorsqu'ils sont engagés. Les paiements correspondant aux récompenses des programmes de fidélité des partenaires sont comptabilisés en diminution des revenus liés aux cartes lorsqu'ils sont engagés. Les paiements fondés sur les ouvertures de nouveaux comptes de cartes de crédit sont traités comme des coûts directs d'octroi de prêts, différés puis comptabilisés en diminution des revenus liés aux cartes selon une méthode linéaire sur une période de 12 mois.

Les paiements fondés sur les volumes de ventes sont comptabilisés en diminution des revenus liés aux cartes lorsque les revenus d'interchange correspondants sont gagnés.

Le tableau suivant présente les composantes des revenus liés aux cartes :

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Revenus d'interchange et de traitement des paiements commerçants	36 222	33 847	31 021
Coûts liés aux récompenses et paiements aux partenaires	(29 720)	(26 784)	(24 601)
Tous les autres(a)	(1 782)	(1 566)	(1 636)
Total des revenus liés aux cartes	4 720	5 497	4 784

(a) Ce poste correspond principalement à l'amortissement des frais d'ouverture de compte et des frais annuels, qui sont différés et comptabilisés selon la méthode linéaire sur une période de 12 mois.

Les revenus liés aux cartes sont générés principalement par CCB et CIB.

Autres revenus

Cette catégorie de revenus comprend les revenus provenant des baux d'exploitation, ainsi que les pertes associées à certains investissements de la Société orientés fiscalement, principalement les investissements en fonds propres liés aux énergies alternatives comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence au sein de CIB. Les pertes liées à ces investissements orientés fiscalement sont largement compensées par une diminution de l'impôt sur le revenu résultant des crédits d'impôt associés.

Le tableau suivant présente certaines composantes des autres revenus :

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Revenus des baux d'exploitation	3 803	2 795	2 843
Pertes sur investissements à finalité fiscale	(173)	(97)	(1 538)
Gains sur les actions Visa	-	7 990 ^(b)	-
Gains liés à First Republic	628	103	2 775
Gains liés à l'acquisition de CIFM	-	-	339 ^(c)

(a) Relatif au règlement des éléments en suspens avec la FDIC en 2025 et aux ajustements de l'estimation du gain sur achat avantageux liés à l'acquisition en 2024 et 2023.

(b) Relatif au gain initial comptabilisé le 6 mai 2024 sur les actions C de Visa.

(c) Gain sur l'intérêt minoritaire initial dans CIFM lors de l'acquisition par la Société des 51 % restants de l'entité.

Se reporter à la note 18 pour plus d'informations sur les baux d'exploitation.

Gain lié à First Republic : Le 17 janvier 2025, la Société a conclu un accord avec la FDIC concernant certains points en suspens liés à l'acquisition de First Republic. A la suite de cet accord, la Société a effectué un paiement de 609 millions de dollars à la FDIC le 31 janvier 2025 et a réduit son passif additionnel envers la FDIC, ce qui a généré un gain de 588 millions de dollars comptabilisé dans les autres revenus au premier trimestre 2025. Au 30 juin 2025, tous les points en suspens entre la Société et la FDIC concernant le règlement final du prix d'achat de l'acquisition de First Republic avaient été résolus. Voir la note 34 pour plus de détails.

Méthode d'amortissement proportionnel : à compter du 1^{er} janvier 2024, à la suite de l'adoption des mises à jour relatives à la comptabilisation des investissements dans des structures de crédits d'impôt selon la méthode d'amortissement proportionnel, l'amortissement de certains investissements alternatifs orientés fiscalement, précédemment reconnu dans les autres revenus, est désormais comptabilisé dans les charges

d'impôt sur le revenu, ce qui correspond aux crédits d'impôt et autres avantages fiscaux associés. Voir les notes 1, 14 et 25 pour plus d'informations.

Charges hors intérêts

Autres charges

Les autres charges figurant dans les états consolidés des résultats de la Société comprenaient :

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2025	2024	2023
Frais juridiques	361	740	1 436
Charges liées à FDIC ^(a)	531	1 893	4 203
Pertes d'exploitation	1 292	1 417	1 228
Apport des actions Visa	-	1 000 ^(b)	-

(a) Comprend des reprises de provisions pour évaluations spéciales FDIC de 763 millions de dollars et une augmentation de provision de 725 millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement, qui constituent des ajustements de l'estimation initiale de 2,9 milliards de dollars comptabilisée au quatrième trimestre 2023.

(b) Représente l'apport d'une partie des actions Visa de catégorie C à la Fondation JPMorgan Chase, comptabilisée au deuxième trimestre 2024.

Se reporter à la note 32 pour plus d'informations sur les produits et charges hors intérêts par segment.

Note 7 – Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Les produits d'intérêts et les charges d'intérêts sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat et classés selon la nature de l'actif ou du passif sous-jacent.

Les produits et charges d'intérêts comprennent les intérêts courus de la période au titre des instruments financiers évalués à la juste valeur, à l'exception des dérivés et de certains instruments financiers comportant des dérivés incorporés ; pour ces instruments, toutes les variations de juste valeur, y compris les composantes d'intérêt, sont principalement comptabilisées dans les revenus des transactions pour compte propre. Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, les intérêts correspondants sont inclus dans les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts, selon le cas. Les produits et charges d'intérêts comprennent également l'effet des dérivés admissibles à la comptabilité de couverture, le cas échéant.

Les produits d'intérêts sur les prêts et les titres comprennent l'amortissement des primes d'acquisition et l'accroissement des décotes, ainsi que les commissions et coûts différés nets liés aux prêts. Ces montants sont différés respectivement dans les prêts et les titres d'investissement puis comptabilisés selon la méthode du taux actuariel constant.

Voir les notes 5, 10, 11, 12 et 20 pour davantage d'informations concernant la comptabilisation des produits et charges d'intérêts liés à la comptabilité de couverture, aux titres d'investissement, aux opérations de financement sur titres (c.-à-d. les titres achetés ou vendus dans le cadre d'accords de revente ou de rachat, les titres empruntés et les titres prêtés), aux prêts et à la dette à long terme, respectivement.

Le tableau suivant présente les composantes des produits d'intérêts et des charges d'intérêts :

	2025	2024	2023
Exercice clos le 31 décembre (en millions)	\$	\$	\$
Produits d'intérêts			
Prêts ^(a)	93 843	92 353	83 384
Titres imposables	26 903	21 947	17 390
Titres non imposables ^(b)	1 129	1 197	1 336
Total des titres d'investissement ^(a)	28 032	23 144	18 726
Actifs détenus à des fins de transaction - titres de créance	24 895	20 327	15 950
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre d'accords de revente	16 706	18 299	15 079
Titres empruntés	9 027	9 208	7 983
Dépôts auprès des banques	13 099	22 297	21 797
Tous les autres actifs générant des intérêts ^(c)	7 739	8 305	7 669
Total des produits d'intérêts	193 341	193 933	170 588
Charges d'intérêts			
Dépôts portant intérêts	45 112	49 559	40 016
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre d'accords de rachat	22 411	19 149	13 259
Emprunts à court terme	2 298	2 101	1 894
Passifs de transaction – dette et tous les autres passifs portant intérêts	8 965	10 238	9 396
Dette à long terme	17 894	18 920	15 803
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidées	1 218	1 383	953
Total des charges d'intérêts	97 898	101 350	81 321

Produit d'intérêts nets	95 443	92 583	89 267
Provision pour pertes sur créances	14 212	10 678	9 320
Revenu net d'intérêts après provision pour pertes sur créances	81 231	81 905	79 947

(a) Comprend la réévaluation de la décote d'acquisition sur certains prêts et titres de placement acquis liés à First Republic. Se reporter à la note 34 pour plus d'informations.

(b) Représente les titres exonérés d'impôt sur le revenu fédéral américain.

(c) Comprend les intérêts perçus sur les créances clients détenues à des fins d'investissement liées au courtage, qui sont classées dans les intérêts courus et les créances clients, ainsi que tous les autres actifs productifs d'intérêts, qui sont classés dans les autres actifs des bilans consolidés.

(d) Les autres passifs productifs d'intérêts comprennent les charges d'intérêts sur les dettes clients liées au courtage

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale : 14, place Vendôme 75001 PARIS.